

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente de l'information importante au sujet de nos activités et de notre performance pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 ainsi que de l'information prospective au sujet de périodes futures. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés résumés intermédiaires pour le deuxième trimestre de 2020 et les notes y afférentes, préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »), avec notre rapport de gestion annuel de 2019, nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, qui ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou les « IFRS ») publiées par l'IASB, ainsi qu'avec les autres documents récents, dont notre notice annuelle, déposés auprès des autorités en valeurs mobilières canadiennes et américaines et publiés sur SEDAR, à sedar.com ou sur EDGAR, à sec.gov, respectivement.

Au 1^{er} janvier 2020, nous avons modifié notre mode de présentation de l'information financière et des indicateurs clés de performance du secteur Cable et commencé à présenter les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché. Nous avons aussi modifié la présentation du nombre d'abonnés : au lieu de présenter, comme auparavant, le nombre d'abonnés aux services de télévision et aux services de téléphonie, nous présentons désormais le nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan^{MC}. Par ailleurs, nous présentons sous un même poste, appelé « produits tirés des services », l'ensemble des produits tirés des services d'accès Internet, de télévision et de téléphonie de Cable au lieu de les présenter séparément. Ces changements reflètent la manière dont nous gérons nos activités par suite de la convergence en cours des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision; la nouvelle présentation correspond aux principales mesures que nous utilisons pour évaluer la croissance de notre secteur Cable. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Résultats de nos secteurs à présenter - Cable » et « Indicateurs clés de performance » pour en savoir davantage.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur Rogers, notamment sur son offre de produits et services, son marché concurrentiel et les tendances du secteur, sur sa stratégie fondamentale, ses principaux moteurs de la performance et ses objectifs, il y a lieu de se reporter aux rubriques « Comprendre nos activités », « Stratégie, principaux moteurs de la performance et faits saillants stratégiques » et « Capacité à produire des résultats » de notre rapport de gestion annuel de 2019.

Les termes « nous », « notre », « nos », « Rogers », « Rogers Communications » et « la Société » désignent Rogers Communications Inc. et ses filiales. Le terme « RCI » s'entend de l'entité juridique Rogers Communications Inc., à l'exclusion de ses filiales. Rogers détient également des participations dans divers placements et entreprises.

Dans le présent rapport de gestion, tous les montants présentés en dollars sont en dollars canadiens, sauf indication contraire, et ils n'ont pas été audités. Toutes les variations en pourcentage sont calculées en fonction de nombres arrondis, tels qu'ils sont présentés dans les tableaux. Le présent rapport de gestion est daté du 21 juillet 2020 et a été approuvé à cette date par le conseil d'administration de RCI (le « conseil »). Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et des hypothèses. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir de plus amples renseignements.

La Société est inscrite à la cote de la Bourse de Toronto (TSX : RCI.A et RCI.B) et de la New York Stock Exchange (NYSE : RCI).

Dans le présent rapport de gestion, les expressions « trimestre », « trimestre considéré », « trimestre à l'étude » et « deuxième trimestre » désignent la période de trois mois close le 30 juin 2020, l'expression « premier trimestre » désigne la période de trois mois close le 31 mars 2020, et les expressions « semestre », « semestre considéré » et « semestre à l'étude » s'entendent de la période de six mois close le 30 juin 2020, à moins que le contexte ne le précise autrement. Sauf indication contraire, tous les commentaires concernant les résultats comparatifs ont trait à la période correspondante de 2019 ou au 31 décembre 2019, selon le cas.

Rogers^{MC} et les marques associées sont des marques de commerce de Rogers Communications Inc. ou d'une société de son groupe, utilisées sous licence. Tous les autres noms de marque, logos et marques sont des marques de commerce et (ou) des œuvres protégées par le droit d'auteur appartenant à leurs titulaires respectifs. © 2020 Rogers Communications.

Secteurs à présenter

Nous présentons nos résultats opérationnels selon trois secteurs à présenter. Le tableau suivant présente ces secteurs ainsi que la nature de leurs activités :

Secteur	Activités principales
Sans-fil	Activités de télécommunications sans fil destinées aux entreprises et aux consommateurs canadiens.
Cable	Activités de télécommunications par câble, y compris les services d'accès Internet, de télévision, de téléphonie et de domotique pour les entreprises et les consommateurs canadiens, et connectivité réseau offerte au moyen de nos actifs liés au réseau de fibre optique et aux centres de données afin de prendre en charge un éventail de services de transmission de la voix et des données, de réseautage, d'hébergement et d'infonuagique pour les marchés des entreprises, des entités du secteur public et des fournisseurs de services de télécommunications de gros.
Media	Portefeuille diversifié de propriétés de médias qui comprend des services de médias sportifs et de divertissement, de télédiffusion, de radiodiffusion, de chaînes spécialisées, de magasinage multiplateforme et de médias numériques.

Les secteurs Sans-fil et Cable sont exploités par notre filiale en propriété exclusive Rogers Communications Canada Inc. (« RCCI ») et certaines de nos autres filiales en propriété exclusive. Le secteur Media est exploité par notre filiale en propriété exclusive Rogers Media Inc. et ses filiales.

Table des matières

2	Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques	26	Gestion des risques financiers
5	Faits saillants financiers trimestriels	30	Engagements et obligations contractuelles
7	Sommaire des résultats financiers consolidés	30	Évolution de la réglementation
8	Résultats de nos secteurs à présenter	31	Mise à jour sur les risques et les incertitudes
14	Revue de la performance consolidée	33	Estimations et méthodes comptables critiques
17	Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières	34	Indicateurs clés de performance
22	Survol de l'état de la situation financière	36	Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires
23	Situation financière	40	Autres renseignements
		42	À propos des énoncés prospectifs

Contexte d'exploitation et faits saillants stratégiques

La pandémie de COVID-19 continue d'avoir des répercussions considérables sur la population canadienne, de même que sur les économies du monde entier. En tant que fournisseur de services essentiels en ces temps de crise, nous accordons la plus grande importance à faire en sorte que nos clients puissent maintenir des liens avec leurs proches et que nos clients et nos employés soient protégés. En mars, nous avons promptement pris des mesures pour que nos clients et nos employés demeurent à l'abri de la maladie pendant la pandémie, notamment en fermant temporairement la plupart de nos magasins partout au Canada et en permettant à la plupart de nos employés de travailler à domicile. Nous avons aussi pris des mesures pour que nos clients restent connectés au monde qui les entoure, notamment en leur offrant des services supplémentaires gratuits (y compris une gamme de chaînes à supplément en rotation) et en renonçant à certains frais (comme les frais pour les services d'itinérance internationales à la carte et les frais d'appels vocaux interurbains), et pour que nos réseaux restent en bon état de marche en gérant le trafic et en accroissant la capacité.

De plus, au cours du trimestre, nous avons mis en place des programmes de rémunération et de santé et de sécurité pour aider nos employés à traverser cette période difficile, en assurant un niveau de rémunération minimal même pour les employés qui n'étaient pas en mesure de travailler et en octroyant une prime pour certaines activités exercées

pour le compte de notre entreprise pendant cette période inédite. Nous avons lancé plusieurs activités et événements communautaires et, à mesure que les provinces levaient certaines restrictions imposées par les autorités de santé publique, nous avons commencé à rouvrir certains magasins où il nous était possible de respecter les exigences de la santé publique. Par ailleurs, nous nous préparons au retour du sport en direct, qui a été interrompu en mars. Alors que les répercussions de la COVID-19 continuent de se faire ressentir partout dans le monde, nous restons confiants, car nous avons une équipe gagnante, un bilan financier solide et des réseaux de classe mondiale. Grâce à ces atouts, nous pourrions surmonter la pandémie sans nous écarter de notre objectif de croissance à long terme et en faisant bien les choses pour prendre soin de notre clientèle.

Nos six priorités guident nos actions et les décisions que nous prenons lorsque nous poursuivons l'amélioration de nos activités opérationnelles et investissons au moment opportun pour faire croître nos principales activités et procurer une valeur supérieure à nos actionnaires. Certains points importants sont présentés ci-dessous.

Offrir aux clients une expérience exceptionnelle en les faisant toujours passer en premier

- Nous avons augmenté le nombre de clients qui adoptent nos services numériques, et le nombre d'appels acheminés à nos agents du service à la clientèle a baissé de plus de 20 %.
- La totalité de nos agents du service à la clientèle sont maintenant au Canada; cette transition a été effectuée dans le cadre d'un plan pluriannuel visant à améliorer l'expérience client et à bien faire les choses pour le Canada.
- Nous avons lancé Blitz, un outil d'assistance visuelle à distance qui permet à notre équipe de soutien technique d'offrir une assistance virtuelle sans délai et réduit le nombre de techniciens qui doivent se rendre sur place pour effectuer une installation et répondre aux appels de service.

Investir dans nos réseaux et nos technologies pour exceller en matière de performance et de fiabilité

- Nous avons récemment reçu le titre de meilleur réseau sans fil au Canada pour une deuxième année d'affilée, titre décerné par Umlaut, chef de file mondial de l'étalonnage des réseaux mobiles.
- En avril, dans une étude effectuée par J.D. Power, les Canadiens ont classé Rogers au premier rang dans l'Ouest et en Ontario pour la qualité de son réseau sans fil.
- Nous nous sommes associés avec l'Université de la Colombie-Britannique et la ville de Kelowna pour lancer le premier projet pilote au Canada d'application de la technologie 5G au transport urbain intelligent dans le centre-ville de Kelowna.
- Nous avons établi la Chaire de recherche sur l'Internet des objets de Rogers avec l'Université de Calgary pour faire progresser la recherche novatrice sur l'Internet des objets.
- Nous avons continué d'augmenter la capacité et de gérer le trafic pour faire en sorte que nos clients puissent rester connectés pendant la pandémie de COVID-19.

Fournir les solutions novatrices et le contenu captivant que nos clients adorent

- Nous avons tiré parti de nos actifs de médias pour provoquer des changements significatifs et promouvoir l'inclusion et la diversité, notamment grâce à une émission spéciale diffusée aux heures de grande écoute intitulée *Ending Racism: What Will it Take?*, à la plateforme virtuelle Speakers Corner™, à une nouvelle série numérique LIVE: *#Cityline Real on Race* et à une nouvelle série d'entrevues diffusées sur Sportsnet, *Top of HER Game™*.
- Nous avons annoncé la programmation aux heures de grande écoute de Citytv pour 2020-2021, dont quatre nouvelles émissions et 21 séries qui reviennent pour une nouvelle saison, pour tabler sur l'augmentation de 37 % de l'auditoire de Citytv™ aux heures de grande écoute de mars à mai, par rapport à l'exercice précédent.
- Nous avons proposé gratuitement aux clients de nos services de télévision une gamme de chaînes en rotation tout au long du trimestre, et ce, jusqu'au 30 juin.

Générer une croissance rentable dans tous les marchés que nous desservons

- À la clôture du trimestre, notre bilan financier était solide et nos liquidités disponibles se chiffraient à 5,4 milliards de dollars, dont 1,8 milliard de dollars en trésorerie, soit une hausse de 2,9 milliards de dollars par rapport au 31 décembre 2019.
- L'intensité du capital a diminué de 1,9 point de pourcentage grâce à une gestion rigoureuse de nos dépenses d'investissement.
- Nous avons continué de nous concentrer sur la croissance stratégique à long terme malgré le ralentissement économique à court terme.

Développer le potentiel de nos employés et créer une culture de rendement élevé

- Nous avons obtenu la cote record de 93 % pour la fierté des employés dans un sondage mené à l'échelle de la société pendant la pandémie de COVID-19, soit six points de plus que le meilleur de la catégorie.
- Nous avons lancé un fonds national pour le bien-être, qui procure à nos employés des avantages accrus en matière de santé mentale, un accès à des soins de santé virtuels, un soutien au bien-être financier et un accès aux activités en ligne du site Helm Life qui aident les parents ayant de jeunes enfants à la maison. La réduction temporaire des salaires des cadres et des membres du conseil a permis d'approvisionner le fonds.
- Nous avons souligné le Mois de la fierté gaie et la Journée nationale des peuples autochtones au moyen d'événements virtuels faisant la promotion de l'inclusivité au sein de l'entreprise.
- Nous avons mis en place un modèle permanent de télétravail pour notre équipe de service à clientèle d'Ottawa et lancé une formation virtuelle sur le leadership à l'intention de tout notre personnel de première ligne dans le cadre du programme de télétravail instauré pendant la pandémie de COVID-19.

Être un important chef de file sur le plan de la responsabilité sociale dans nos communautés partout au pays

- Nous avons lancé, avec la Jays Care Foundation, le programme *Nourrir à coup sûr*, qui nous a permis de remplir 390 000 paniers de denrées alimentaires au Rogers Centre™ et de distribuer huit millions de repas pour appuyer Banques alimentaires Canada.
- Nous avons amassé une somme de l'ordre de un million de dollars dans le cadre de la campagne *Hearts and Smiles*, que nous avons versés au Fonds - Ligne de front qui vient en aide au personnel de la santé de première ligne au Canada pendant la pandémie de COVID-19.
- Nous avons fait don de téléphones et fourni des forfaits sans fil gratuits aux refuges pour femmes admissibles partout au Canada.
- Nous nous sommes associés à Pflag Canada, par l'intermédiaire de notre marque Fido^{MC}, pour remettre des tablettes avec des forfaits sans fil gratuits aux divisions du Canada de l'organisme, en plus de lui verser un don de 150 000 \$.
- Nous avons remis une Bourse d'études Ted Rogers à plus de 400 jeunes pour qu'ils poursuivent leurs études post-secondaires.

Faits saillants financiers trimestriels

Notre solide situation financière nous permet d'accorder la priorité voulue aux mesures qu'il est nécessaire de prendre devant la COVID-19, de consentir des investissements hautement prioritaires dans notre réseau et de garder nos clients connectés en cette période difficile.

Flux de trésorerie substantiels et liquidités disponibles abondantes

Au cours du trimestre à l'étude, nos activités d'exploitation ont continué de dégager des rentrées substantielles : nous avons enregistré des flux de trésorerie de 1 429 millions de dollars, en hausse de 35 %, et des flux de trésorerie disponibles de 468 millions de dollars, en baisse de 23 %. En outre, au 30 juin 2020, nos liquidités disponibles se chiffraient à 5,4 milliards de dollars, dont 1,8 milliard de dollars en trésorerie et équivalents de trésorerie et une somme globale de 3,6 milliards de dollars de fonds accessibles au moyen de notre facilité de crédit bancaire et notre programme de titrisation des débiteurs. Nos actions étaient considérées comme des titres de premier ordre avec perspective stable.

Nous avons aussi versé en trésorerie des sommes considérables à nos actionnaires grâce au versement de dividendes de 252 millions de dollars pour le trimestre et déclaré un dividende de 0,50 \$ par action le 21 juillet 2020.

Produits

Le total des produits a fléchi de 17 % pour le trimestre à l'étude, en grande partie sous l'effet d'une baisse de 13 % et de 17 % des produits tirés des services et des produits tirés du matériel de Sans-fil, respectivement, ainsi qu'à cause d'une baisse de 50 % des produits de Media.

La diminution des produits tirés des services de Sans-fil s'explique principalement par la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la pandémie, ainsi que par le recul des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données découlant essentiellement de l'adoption progressive de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers^{MC}. Les produits tirés du matériel de Sans-fil ont baissé par suite de la diminution des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants pendant la pandémie.

Les produits de Media ont diminué de 50 %, ce qui s'explique principalement par la diminution des produits tirés de la publicité, causée par le ralentissement du marché, et la baisse des produits tirés des sports, notamment ceux provenant des Blue Jays de Toronto^{MC}, car aucun match de sport professionnel n'a été disputé au cours du trimestre à cause de la pandémie de COVID-19.

Les produits de Cable ont diminué de 3 % pour le trimestre, principalement à cause des reculs observés au chapitre du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie, reculs qui ont été compensés en partie par la croissance du nombre d'abonnés à nos services Télé Élan et d'accès à Internet.

BAIIA ajusté et marges

Le BAIIA ajusté consolidé a diminué de 21 % pour le trimestre à l'étude, et la marge du BAIIA ajusté a baissé de 230 points de base.

Le BAIIA ajusté de Sans-fil a reculé de 19 %, surtout en raison de la baisse des produits et de la hausse des créances douteuses découlant de la conjoncture économique pendant la pandémie; ces facteurs ont été compensés en partie par la baisse du coût net du matériel. La marge s'est donc établie à 47,5 %, soit une baisse de 280 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Enfin, le BAIIA ajusté de Media a diminué de 149 %, ou 107 millions de dollars, pour le trimestre considéré, principalement à cause de la baisse des produits mentionnée plus haut, qui a été en partie compensée par la diminution des coûts liés à la programmation et aux sports par suite de la suspension des activités sportives des ligues majeures.

Le BAIIA ajusté de Cable a diminué de 5 % pour le trimestre considéré, à cause surtout de la baisse des produits tirés des services et de la hausse des créances douteuses découlant de la conjoncture économique pendant la pandémie. La marge s'est donc établie à 47,0 % pour le trimestre considéré, soit une baisse de 90 points de base par rapport à l'exercice précédent.

Bénéfice net et résultat net ajusté

Le bénéfice net et le résultat net ajusté ont diminué de 53 % et de 48 %, respectivement, pour le trimestre à l'étude, principalement en raison de la baisse du BAIIA ajusté.

Objectifs financiers

Étant donné l'incertitude persistante entourant la durée de la pandémie de COVID-19 et les répercussions qu'elle pourrait avoir, il nous est impossible à l'heure actuelle d'en prédire l'effet global sur nos résultats opérationnels et financiers, mais l'effet a été significatif jusqu'ici. Il n'est pas non plus possible d'estimer de façon fiable nos résultats financiers d'ici la fin de l'exercice. Nous ne mettrons donc pas à jour nos prévisions financières jusqu'à ce qu'il redevienne possible d'estimer de façon raisonnable le total des produits tirés des services, le BAIIA ajusté, les dépenses d'investissement et les flux de trésorerie disponibles de l'exercice. La COVID-19 a eu à court terme un effet négatif sur le total des produits tirés des services et le BAIIA ajusté, mais dégager des flux de trésorerie vigoureux reste notre priorité pour l'exercice. Il y a lieu de se reporter aux rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « À propos des énoncés prospectifs » pour obtenir un complément d'information sur la COVID-19, notamment quant à l'incidence qu'elle a eue et pourrait avoir sur nos activités et aux mesures que nous prenons pour y faire face.

Sommaire des résultats financiers consolidés

(en millions de dollars, sauf les marges et les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits						
Sans-fil	1 934	2 244	(14)	4 011	4 433	(10)
Cable	966	997	(3)	1 939	1 973	(2)
Media	296	591	(50)	708	1 059	(33)
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(41)	(52)	(21)	(87)	(98)	(11)
Produits	3 155	3 780	(17)	6 571	7 367	(11)
Total des produits tirés des services ¹	2 797	3 345	(16)	5 846	6 488	(10)
BAlIA ajusté ²						
Sans-fil	918	1 128	(19)	1 944	2 143	(9)
Cable	454	478	(5)	907	923	(2)
Media	(35)	72	(149)	(120)	(12)	n. s.
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(43)	(43)	–	(102)	(84)	21
BAlIA ajusté	1 294	1 635	(21)	2 629	2 970	(11)
Marge du BAlIA ajusté ²	41,0 %	43,3 %	(2,3) pts	40,0 %	40,3 %	(0,3) pt
Bénéfice net	279	591	(53)	631	982	(36)
Bénéfice de base par action	0,55 \$	1,15 \$	(52)	1,25 \$	1,91 \$	(35)
Bénéfice dilué par action	0,54 \$	1,15 \$	(53)	1,21 \$	1,90 \$	(36)
Résultat net ajusté ²	310	597	(48)	677	1 002	(32)
Résultat par action de base ajusté ²	0,61 \$	1,17 \$	(48)	1,34 \$	1,95 \$	(31)
Résultat par action dilué ajusté ²	0,60 \$	1,16 \$	(48)	1,30 \$	1,94 \$	(33)
Dépenses d'investissement	559	742	(25)	1 152	1 359	(15)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 429	1 057	35	2 388	2 055	16
Flux de trésorerie disponibles ²	468	609	(23)	930	1 014	(8)

n. s. : non significatif

¹ Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² Le BAlIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, sur la façon dont nous les calculons et les ratios auxquels elles servent.

Résultats de nos secteurs à présenter

SANS-FIL

Résultats financiers de Sans-fil

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits						
Produits tirés des services	1 578	1 813	(13)	3 290	3 560	(8)
Produits tirés du matériel	356	431	(17)	721	873	(17)
Produits	1 934	2 244	(14)	4 011	4 433	(10)
Charges opérationnelles						
Coût du matériel	337	467	(28)	711	968	(27)
Autres charges opérationnelles	679	649	5	1 356	1 322	3
Charges opérationnelles	1 016	1 116	(9)	2 067	2 290	(10)
BAlIA ajusté	918	1 128	(19)	1 944	2 143	(9)
Marge du BAlIA ajusté	47,5 %	50,3 %	(2,8) pts	48,5 %	48,3 %	0,2 pt
Dépenses d'investissement	254	390	(35)	535	672	(20)

Résultats d'abonnements de Sans-fil ¹

(en milliers, sauf les taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Services postpayés						
Ajouts bruts d'abonnés	216	351	(135)	473	646	(173)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(1)	77	(78)	(7)	100	(107)
Total des abonnés aux services postpayés ²	9 431	9 257	174	9 431	9 257	174
Attrition (mensuelle)	0,77 %	0,99 %	(0,22) pt	0,85 %	0,99 %	(0,14) pt
Services prépayés						
Ajouts bruts d'abonnés	119	199	(80)	260	370	(110)
(Réductions nettes) ajouts nets d'abonnés	(66)	8	(74)	(132)	(48)	(84)
Total des abonnés aux services prépayés ²	1 270	1 451	(181)	1 270	1 451	(181)
Attrition (mensuelle)	4,73 %	4,43 %	0,30 pt	4,86 %	4,57 %	0,29 pt
MFMPA mixte (mensuel)	61,57 \$	67,16 \$	(5,59) \$	63,37 \$	65,81 \$	(2,44) \$
PMPA mixtes (mensuels)	49,09 \$	56,73 \$	(7,64) \$	50,98 \$	55,36 \$	(4,38) \$

¹ Le nombre d'abonnés, le taux d'attrition, le MFMPA mixte et les PMPA mixtes sont des indicateurs clés de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits tirés des services

La baisse de 13 % des produits tirés des services et des PMPA mixtes au cours du trimestre considéré et celle de 8 % pour le semestre à l'étude sont toutes les deux imputables aux facteurs suivants :

- la baisse des produits tirés des services d'itinérance découlant des restrictions imposées aux voyages internationaux pendant la pandémie et l'annulation de certains frais jusqu'au 30 avril 2020;
- une baisse des produits tirés des frais d'utilisation excédentaire par suite d'un fort taux d'adoption par les clients de nos forfaits de données illimitées Infini de Rogers et de la diminution de l'utilisation des données sans fil du fait que les clients ont passé plus de temps à la maison branchés sur leur réseau Wi-Fi;
- la diminution de certains frais, en partie à cause des services offerts gratuitement aux clients pendant la pandémie de COVID-19, soit de mars au 30 juin 2020;

- une baisse des ajouts nets d'abonnés aux services postpayés et prépayés causée par le ralentissement du marché et le fait que la plupart de nos magasins étaient fermés à cause de la COVID-19.

La diminution de 8 % du MFMPA mixte pour le trimestre à l'étude et celle de 4 % pour le semestre sont aussi essentiellement attribuables à une baisse des produits tirés des services d'itinérance, des frais d'utilisation excédentaire et d'autres frais découlant des répercussions de la COVID-19, facteur en partie compensé par la tendance des abonnés à faire financer leurs achats de nouveaux appareils, qui se poursuit.

Pour les services postpayés, la baisse des ajouts bruts d'abonnés, les réductions nettes d'abonnés et la diminution de l'attrition au cours du trimestre et du semestre à l'étude sont toutes imputables aux répercussions de la COVID-19, qui a entraîné la fermeture des magasins et une diminution généralisée de l'activité des Canadiens sur le marché.

Produits tirés du matériel

La baisse de 17 % des produits tirés du matériel pour le trimestre et le semestre considérés découle des éléments suivants :

- la diminution des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, en partie à cause de la pandémie;
- facteur en partie compensé par une migration des ventes d'appareils vers des appareils à valeur plus élevée;
- une réduction des activités promotionnelles en raison de l'évolution de la conjoncture économique.

Charges opérationnelles

Coût du matériel

La baisse de 28 % du coût du matériel pour le trimestre considéré et celle de 27 % pour le semestre à l'étude s'expliquent par les facteurs suivants :

- la diminution des ajouts bruts d'abonnés et du nombre de rehaussements d'appareils par les abonnés existants, en partie à cause de la pandémie;
- facteur en partie compensé par une migration des ventes d'appareils vers des appareils à valeur plus élevée.

Autres charges opérationnelles

L'augmentation des autres charges opérationnelles de 5 % pour le trimestre à l'étude et de 3 % pour le semestre considéré provient essentiellement :

- de la hausse des créances douteuses découlant de l'évolution de la conjoncture économique pendant la pandémie;
- facteur en partie compensé par la diminution des commissions causée par la réduction des volumes et la baisse des coûts liés au personnel de première ligne.

BAIIA ajusté

La diminution de 19 % du BAIIA ajusté pour le trimestre considéré et celle de 9 % pour le semestre à l'étude sont le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

CABLE

Résultats financiers de Cable

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits tirés des services	964	993	(3)	1 935	1 967	(2)
Produits tirés du matériel	2	4	(50)	4	6	(33)
Produits	966	997	(3)	1 939	1 973	(2)
Charges opérationnelles	512	519	(1)	1 032	1 050	(2)
BAlIA ajusté	454	478	(5)	907	923	(2)
Marge du BAlIA ajusté	47,0 %	47,9 %	(0,9) pt	46,8 %	46,8 %	– pt
Dépenses d'investissement	245	285	(14)	496	574	(14)

Résultats d'abonnements de Cable ¹

(en milliers, sauf les PMPC et la pénétration)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation	2020	2019	Variation
Services d'accès Internet						
Ajouts nets d'abonnés	5	22	(17)	22	36	(14)
Nombre total d'abonnés aux services d'accès Internet ²	2 556	2 466	90	2 556	2 466	90
Télé Élan						
Ajouts nets d'abonnés	18	66	(48)	109	113	(4)
Nombre total d'abonnés à Télé Élan ²	435	155	280	435	155	280
Foyers branchés ²	4 517	4 412	105	4 517	4 412	105
Relations clients						
Réductions nettes d'abonnés	(7)	–	(7)	(5)	(1)	(4)
Total des relations clients ²	2 505	2 488	17	2 505	2 488	17
PMPC (mensuels)	128,12 \$	133,24 \$	(5,12) \$	128,53 \$	131,89 \$	(3,36)
Pénétration ²	55,5 %	56,4 %	(0,9) pt	55,5 %	56,4 %	(0,9) pt

¹ Les résultats relatifs aux abonnés sont un indicateur clé de performance. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

² À la clôture de la période.

Produits

Les produits ont diminué de 3 % pour le trimestre à l'étude et de 2 % pour le semestre sous l'effet des facteurs suivants :

- un recul des PMPC de 4 % pour le trimestre et de 3 % pour le semestre en raison de la façon dont est structurée la nouvelle tarification des offres groupées, qui proposent les services de téléphonie résidentielle moyennant un faible surcoût, de l'annulation de certains frais et des programmes instaurés pour aider les clients pendant la pandémie, facteurs en partie compensés par l'effet des changements apportés en 2019 à la tarification des services d'accès Internet;
- recul en partie compensé par une augmentation de la valeur totale des relations clients par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent attribuable à la progression du nombre d'abonnés aux services d'accès Internet et à Télé Élan, en partie contrebalancée par la diminution du nombre d'abonnés aux anciens services de télévision et de téléphonie;
- et par la migration des clients des services d'accès Internet vers la gamme Élan^{MC} offrant des vitesses et des capacités supérieures.

Nous sommes restés fidèles à notre plan d'action visant le service résidentiel branché, dont le produit phare est le service Télé Élan. Nous sommes très satisfaits de la performance des douze derniers mois, au cours desquels le nombre d'abonnés a grimpé de plus de 275 %. C'est avec enthousiasme que nous nous dirigeons vers les étapes suivantes de ce plan d'action, qui consisteront notamment à ajouter des applications et du contenu à Télé Élan et à introduire de nouveaux produits pour aider les clients à rester connectés.

Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles ont diminué de 1 % au cours du trimestre considéré et de 2 % au cours du semestre à l'étude en raison des facteurs suivants :

- une diminution des coûts liés au personnel attribuable à la baisse des ajouts d'abonnés, à l'accroissement du nombre d'installations par l'utilisateur et à d'autres mesures de réduction des coûts;
- facteur en partie contrebalancé par la hausse des créances douteuses découlant de l'évolution de la conjoncture économique pendant la pandémie.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté a diminué de 5 % au cours du trimestre considéré et de 2 % pour le semestre à l'étude en raison des variations des produits et des charges susmentionnées.

MEDIA

Résultats financiers de Media

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Produits	296	591	(50)	708	1 059	(33)
Charges opérationnelles	331	519	(36)	828	1 071	(23)
BAlIA ajusté	(35)	72	(149)	(120)	(12)	n. s.
Marge du BAlIA ajusté	(11,8) %	12,2 %	(24,0) pts	(16,9) %	(1,1) %	(15,8) pts
Dépenses d'investissement	13	17	(24)	25	39	(36)

Les résultats de notre secteur Media pour le trimestre et le semestre ont été très perturbés par la pandémie de COVID-19 et se ressentent de la suspension des activités sportives des ligues majeures, qui a été maintenue. En outre, ce secteur est sujet à des variations saisonnières, dont certaines se rapportent à la demande normale de l'activité des consommateurs et à son effet sur l'évolution des cycles de la publicité et des ventes au détail connexes.

Produits

Les produits ont reculé de 50 % au cours du trimestre considéré et de 33 % pour le semestre en raison des facteurs suivants :

- la diminution des produits tirés de la publicité par suite du ralentissement du marché publicitaire occasionné par la pandémie;
- la baisse des produits provenant des événements sportifs, notamment ceux provenant des Blue Jays de Toronto^{MC}, imputable surtout à la suspension des activités des ligues majeures à cause de la COVID-19.

Charges opérationnelles

La baisse des charges opérationnelles de 36 % au cours du trimestre considéré et de 23 % pour le semestre à l'étude s'explique par les facteurs suivants :

- la diminution des coûts liés aux événements sportifs, notamment les coûts liés à la programmation, les salaires des joueurs des Blue Jays de Toronto et les coûts des jours de match, en raison de la suspension des activités sportives des ligues majeures;
- le repli des charges opérationnelles générales découlant de la réduction des activités opérationnelles et des mesures de réduction des coûts.

BAlIA ajusté

Le recul du BAlIA ajusté pour le trimestre et le semestre considérés est le résultat des variations des produits et des charges décrites plus haut.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

(en millions de dollars, sauf l'intensité du capital)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Sans-fil	254	390	(35)	535	672	(20)
Cable	245	285	(14)	496	574	(14)
Media	13	17	(24)	25	39	(36)
Siège social	47	50	(6)	96	74	30
Dépenses d'investissement ¹	559	742	(25)	1 152	1 359	(15)
Intensité du capital ²	17,7 %	19,6 %	(1,9) pt	17,5 %	18,4 %	(0,9) pt

¹ Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

En raison de la COVID-19, nos dépenses d'investissement consolidées ont diminué de 25 % pour le trimestre considéré et de 15 % pour le semestre. La plus grande partie de cette baisse s'explique par le nombre réduit d'installations, le report de projets dont l'exécution a été retardée à cause de la pandémie, et la réduction de coûts découlant de l'instauration de processus d'installation par l'utilisateur dans notre secteur Cable. Malgré ce recul global, nous investissons pour soutenir notre stratégie à long terme, notamment l'expansion de notre réseau 5G et notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Sans-fil

Les dépenses d'investissement de Sans-fil du trimestre et du semestre sont inférieures à celles de 2019 et reflètent l'investissement permanent dans nos réseaux. Nous avons continué d'étendre notre réseau LTE grâce à des investissements dans la technologie 4.5G qui est aussi prête pour la 5G, et nous avons poursuivi les travaux de déploiement de la 5G sur la bande de 600 MHz et d'autres bandes.

Cable

La diminution des dépenses d'investissement de Cable pour le trimestre et le semestre considérés découle de la baisse des achats de matériel installé chez l'abonné et de la diminution du nombre d'installations pendant la pandémie de COVID-19. Nous avons toujours l'objectif de rentabiliser les investissements et d'améliorer l'intensité du capital, tout en poursuivant la mise à niveau de notre infrastructure de réseau au moyen du déploiement additionnel de fibre optique, notamment les réseaux de distribution par fibre optique jusqu'au domicile et par fibre optique jusqu'au point de concentration. Les mises à niveau viendront réduire le nombre de foyers branchés par nœud et intégreront les technologies les plus récentes qui contribueront à procurer plus de bande passante et une expérience client encore plus fiable, à mesure que nous réalisons notre plan d'action visant le service résidentiel branché.

Media

La baisse des dépenses d'investissement du secteur Media au cours du trimestre et du semestre considérés découle principalement des investissements plus importants consacrés au stade des Blues Jays de Toronto à l'exercice précédent, facteur en partie contrebalancé par une augmentation des investissements consacrés à l'infrastructure de TI pendant l'exercice en cours.

Siège social

Les dépenses d'investissement du siège social sont restées stables pour le trimestre. Pour le semestre considéré, l'augmentation s'explique essentiellement par l'accroissement des investissements dans l'infrastructure de TI en général.

Intensité du capital

L'intensité du capital a diminué pour le trimestre et le semestre considérés par suite de la baisse des dépenses d'investissement, en partie contrebalancée par la réduction des produits expliquée ci-dessus.

Revue de la performance consolidée

La présente rubrique analyse notre bénéfice net consolidé ainsi que d'autres produits et charges qui n'ont pas été analysés au préalable.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAlIA ajusté ¹	1 294	1 635	(21)	2 629	2 970	(11)
Déduire (ajouter) :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	650	614	6	1 289	1 223	5
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	39	8	63	59	7
Charges financières	214	206	4	434	395	10
Autres charges (produits)	7	(1)	n. s.	(7)	(14)	(50)
Charge d'impôt sur le résultat	102	186	(45)	219	325	(33)
Bénéfice net	279	591	(53)	631	982	(36)

¹ Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux PCGR qui ne doit pas être considérée comme un substitut ou une solution de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Cette mesure n'est pas définie en vertu des IFRS et n'a pas de signification normalisée et, par conséquent, sa fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de cette mesure et sur la façon dont nous la calculons.

Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Amortissement des immobilisations corporelles	594	567	5	1 182	1 131	5
Amortissement des actifs au titre de droits d'utilisation	54	42	29	102	83	23
Amortissement des immobilisations incorporelles	2	5	(60)	5	9	(44)
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, montant total	650	614	6	1 289	1 223	5

Le montant total des amortissements a augmenté au cours du trimestre et du semestre considérés en raison principalement de la hausse des dépenses d'investissement et des nouveaux contrats de location conclus au cours des dernières années. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges

Au cours du trimestre et du semestre à l'étude, nous avons engagé 42 millions de dollars et 63 millions de dollars (39 millions de dollars et 59 millions de dollars en 2019), respectivement, en frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges. En 2020, ces charges comprenaient principalement les coûts supplémentaires et les frais de rémunération attribuables aux postes temporaires occasionnés par la pandémie de COVID-19. En 2019, ces charges se composaient principalement d'indemnités de départ liées à la restructuration ciblée de nos effectifs, de frais de résiliation de contrats et d'autres coûts.

Charges financières

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Intérêts sur les emprunts ¹	197	187	5	389	360	8
Intérêts sur les obligations locatives	18	15	20	35	29	21
Intérêts sur les passifs au titre des avantages postérieurs à l'emploi	4	3	33	7	6	17
(Profit) perte de change	(23)	(27)	(15)	109	(72)	n. s.
Variation de la juste valeur des instruments dérivés	17	29	(41)	(109)	73	n. s.
Intérêts inscrits à l'actif	(5)	(4)	25	(10)	(9)	11
Autres	6	3	100	13	8	63
Total des charges financières	214	206	4	434	395	10

¹ Les intérêts sur les emprunts comprennent les intérêts sur les emprunts à court terme et la dette à long terme.

L'augmentation de 4 % des charges financières du trimestre à l'étude et celle de 10 % pour le semestre considéré s'expliquent principalement par la hausse des intérêts sur les emprunts causée par les facteurs suivants :

- l'accroissement de l'encours de la dette par suite des émissions de titres d'emprunt effectuées au cours de l'exercice précédent;
- facteur partiellement compensé par la baisse du coût moyen pondéré des emprunts figurant dans l'encours de la dette.

Charge d'impôt sur le résultat

(en millions de dollars, sauf les taux d'impôt)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Taux d'impôt prévu par la loi	26,6 %	26,7 %	26,6 %	26,7 %
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	381	777	850	1 307
Charge d'impôt sur le résultat calculée	101	207	226	349
(Diminution) augmentation de la charge d'impôt découlant de ce qui suit :				
Rémunération fondée sur des actions non (imposable) déductible	(1)	–	(3)	1
Partie non déductible des pertes au titre des placements comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence	3	2	2	1
Ajustement fiscal, modification des lois fiscales	–	(23)	–	(23)
Autres éléments	(1)	–	(6)	(3)
Total de la charge d'impôt sur le résultat	102	186	219	325
Taux d'impôt effectif	26,8 %	23,9 %	25,8 %	24,9 %
Impôt sur le résultat en trésorerie payé	75	101	168	246

Le taux d'impôt effectif pour le trimestre à l'étude se rapprochait du taux d'impôt prévu par la loi. Si le taux d'impôt effectif pour le semestre considéré était inférieur au taux d'impôt prévu par la loi, c'est essentiellement en raison des divers éléments non imposables.

L'impôt sur le résultat en trésorerie payé au cours du trimestre et du semestre à l'étude a diminué en raison du calendrier des versements d'acomptes provisionnels.

Bénéfice net

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
Bénéfice net	279	591	(53)	631	982	(36)
Bénéfice de base par action	0,55 \$	1,15 \$	(52)	1,25 \$	1,91 \$	(35)
Bénéfice dilué par action	0,54 \$	1,15 \$	(53)	1,21 \$	1,90 \$	(36)

Résultat net ajusté

La façon dont nous calculons le résultat net ajusté à partir du BAIIA ajusté se présente comme suit :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 294	1 635	(21)	2 629	2 970	(11)
Déduire :						
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	650	614	6	1 289	1 223	5
Charges financières	214	206	4	434	395	10
Autres charges (produits)	7	(1)	n. s.	(7)	(14)	(50)
Charge d'impôt sur le résultat ²	113	219	(48)	236	364	(35)
Résultat net ajusté ¹	310	597	(48)	677	1 002	(32)
Résultat par action de base ajusté ¹	0,61 \$	1,17 \$	(48)	1,34 \$	1,95 \$	(31)
Résultat par action dilué ajusté ¹	0,60 \$	1,16 \$	(48)	1,30 \$	1,94 \$	(33)

¹ Le BAIIA ajusté et le résultat net ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² La charge d'impôt sur le résultat ne tient pas compte de recouvrements de 11 millions de dollars et de 17 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2020 (10 millions de dollars et 16 millions de dollars en 2019) liés à l'incidence fiscale des éléments ajustés. Cette charge exclut également un recouvrement de 23 millions de dollars lié à des modifications des lois fiscales pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2019.

Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières

Activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement, l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 347	1 506	2 785	2 882
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	355	(209)	169	(222)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant l'impôt sur le résultat payé et les intérêts payés	1 702	1 297	2 954	2 660
Impôt sur le résultat payé	(75)	(101)	(168)	(246)
Intérêts payés	(198)	(139)	(398)	(359)
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 429	1 057	2 388	2 055
Activités d'investissement				
Dépenses d'investissement	(559)	(742)	(1 152)	(1 359)
Entrées de droits de diffusion	(7)	(7)	(22)	(14)
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux dépenses d'investissement et aux immobilisations incorporelles	(25)	26	(154)	(81)
Acquisitions et autres transactions stratégiques, déduction faite de la trésorerie acquise	–	(1 731)	–	(1 731)
Autres	(9)	(7)	(28)	(10)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(600)	(2 461)	(1 356)	(3 195)
Activités de financement				
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net (Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	(310)	(642)	(1 727)	(212)
(Paiements versés) produit reçu au règlement de dérivés liés à la dette et de contrats à terme, montant net	(10)	(93)	80	(104)
Remboursements de principal des obligations locatives	(48)	(38)	(98)	(79)
Coûts de transaction engagés	(5)	(33)	(21)	(33)
Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote	–	(69)	–	(205)
Dividendes payés	(252)	(257)	(505)	(504)
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités de financement	(970)	1 544	269	1 139
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(141)	140	1 301	(1)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 936	264	494	405
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	1 795	404	1 795	404

Activités opérationnelles

L'augmentation de 35 % des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles pour le trimestre considéré et celle de 16 % pour le semestre à l'étude sont attribuables au financement apporté par les éléments hors trésorerie du fonds de roulement, en partie contrebalancé par la hausse des intérêts payés.

Activités d'investissement

Dépenses d'investissement

Au cours du trimestre et du semestre considérés, nous avons engagé des dépenses d'investissement de 559 millions de dollars et de 1 152 millions de dollars, respectivement, avant la variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Dépenses d'investissement » pour en savoir plus à ce sujet.

Activités de financement

Pendant le trimestre et le semestre à l'étude, nous avons payé des sommes nettes de 670 millions de dollars et reçu des sommes nettes de 872 millions de dollars, respectivement, (reçu des sommes nettes de 1 908 millions de dollars et de 1 927 millions de dollars en 2019) sur nos emprunts à court terme, notre dette à long terme et les dérivés s'y rattachant, déduction faite des coûts de transaction payés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir de plus amples renseignements sur les flux de trésorerie se rapportant à nos instruments dérivés.

Emprunts à court terme

Nos emprunts à court terme comprennent les montants à payer aux termes de notre programme de titrisation des débiteurs et de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos emprunts à court terme au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Programme de titrisation des débiteurs	650	650
Programme de papier commercial libellé en dollars américains	–	1 588
Total des emprunts à court terme	650	2 238

Les tableaux ci-dessous présentent un sommaire de l'évolution de nos emprunts à court terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	189	1,413	267	2 867	1,333	3 823
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(412)	1,400	(577)	(4 097)	1,355	(5 550)
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(310)			(1 727)
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			(310)			(1 727)

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Produit reçu du programme de papier commercial libellé en dollars américains	2 960	1,342	3 972	6 818	1,335	9 104
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains	(3 440)	1,340	(4 611)	(6 985)	1,333	(9 313)
Remboursements sur le programme de papier commercial libellé en dollars américains, montant net			(639)			(209)
Produit reçu sur les facilités de crédit	420	1,336	561	420	1,336	561
Remboursements sur les facilités de crédit	(420)	1,343	(564)	(420)	1,343	(564)
Remboursements sur les facilités de crédit, montant net			(3)			(3)
Remboursements sur les emprunts à court terme, montant net			(642)			(212)

Parallèlement aux émissions de papier commercial libellé en dollars américains, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de couvrir le risque de change associé au principal et aux intérêts sur les instruments d'emprunt émis. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour obtenir un complément d'information.

Dettes à long terme

Notre dette à long terme correspond aux montants à payer aux termes de nos facilités de crédit bancaire ainsi qu'aux débetures et billets de premier rang que nous avons émis. Le tableau ci-après présente un sommaire de l'évolution de notre dette à long terme pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Prélèvements sur les facilités de crédit (\$ US)	–	–	–	970	1,428	1 385
Remboursements sur les facilités de crédit (\$ US)	(970)	1,406	(1 364)	(970)	1,406	(1 364)
(Remboursements) prélèvements sur les facilités de crédit, montant net			(1 364)			21
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			–			1 500
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	750	1,359	1 019	750	1,359	1 019
Émissions de billets de premier rang, montant net			1 019			2 519
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			(345)			2 540

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)	Montant notionnel (\$ US)	Taux de change	Montant notionnel (\$ CA)
Émissions de billets de premier rang (\$ CA)			1 000			1 000
Émissions de billets de premier rang (\$ US)	1 250	1,341	1 676	1 250	1,341	1 676
Total des émissions de billets de premier rang			2 676			2 676
Remboursements sur les billets de premier rang (\$ CA)			–			(400)
Émissions de billets de premier rang, montant net			2 676			2 276
Émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net			2 676			2 276

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à l'ouverture de la période	19 825	13 724	15 967	14 290
(Remboursements sur les) émissions de titres d'emprunt à long terme, montant net	(345)	2 676	2 540	2 276
(Profit) perte de change	(470)	(207)	516	(376)
Coûts de transaction différés engagés	(5)	(33)	(21)	(33)
Amortissement des coûts de transaction différés	3	3	6	6
Dette à long terme, déduction faite des coûts de transaction, à la clôture de la période	19 008	16 163	19 008	16 163

Émissions de billets de premier rang et dérivés liés à la dette s'y rapportant

Au cours du trimestre, nous avons émis pour 750 millions de dollars américains de billets de premier rang à taux variable échéant en 2022 au TIOL à trois mois majoré de 0,60 % par année. Parallèlement aux émissions, nous avons conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang libellés en dollars américains et afin que le taux en vigueur à l'échéance soit un taux fixe de 0,955 %, et non plus un taux variable. Nous avons donc reçu un produit net de 1,0 milliard de dollars de ces émissions. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers » pour en savoir plus sur nos dérivés.

En mars 2020, nous avons émis pour 1,5 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2027 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,65 %.

En avril 2019, nous avons émis pour 1 milliard de dollars de billets de premier rang arrivant à échéance en 2029 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 3,25 % et pour 1,25 milliard de dollars américains de billets de premier rang arrivant à échéance en 2049 et assortis d'un taux d'intérêt nominal de 4,35 %. Parallèlement aux émissions, nous avons exercé nos contrats à terme sur obligations en cours et conclu des dérivés liés à la dette afin de convertir en dollars canadiens la totalité des obligations de paiement d'intérêts et de remboursement de principal sur les billets de premier rang libellés en dollars américains. Nous avons donc reçu un produit net de 2,7 milliards de dollars de ces émissions.

Remboursements sur les billets de premier rang et règlement des dérivés connexes

Nous n'avons remboursé aucun billet de premier rang ni réglé de dérivés connexes au cours du trimestre et du semestre considérés. En mars 2019, nous avons remboursé à l'échéance la totalité du principal sur nos billets de premier rang de 400 millions de dollars assortis d'un taux de 2,8 %. Aucun dérivé n'était associé à ces billets de premier rang.

Rachat d'actions de catégorie B sans droit de vote

Nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires de catégorie B sans droit de vote de RCI (les « actions de catégorie B sans droit de vote ») au cours du trimestre ni du semestre à l'étude. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 734 257 actions de catégorie B sans droit de vote, conformément à nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix d'achat de 50 millions de dollars et payé la dernière tranche de 19 millions de dollars se rapportant à nos rachats du premier trimestre. Au cours du semestre clos le 30 juin 2019, nous avons racheté, aux fins d'annulation, 2 898 370 actions de catégorie B sans droit de vote, conformément à nos offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, pour un prix d'achat totalisant 205 millions de dollars. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Situation financière » pour obtenir un complément d'information.

Dividendes

Le tableau ci-dessous présente un résumé des dividendes que nous avons déclarés et payés en 2020 et en 2019 sur nos actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote de RCI (les « actions de catégorie A ») et nos actions de catégorie B sans droit de vote en circulation. Le 21 juillet 2020, le conseil d'administration a déclaré un dividende de 0,50 \$ par action de catégorie A et action de catégorie B sans droit de vote, payable le 1^{er} octobre 2020 aux actionnaires inscrits le 9 septembre 2020.

Date de déclaration	Date de clôture des registres	Date de versement	Dividende par action (en \$)	Dividendes payés (en millions de dollars)
22 janvier 2020	10 mars 2020	1 ^{er} avril 2020	0,50	252
21 avril 2020	10 juin 2020	2 juillet 2020	0,50	252
24 janvier 2019	12 mars 2019	1 ^{er} avril 2019	0,50	257
18 avril 2019	10 juin 2019	2 juillet 2019	0,50	256
5 juin 2019	9 septembre 2019	1 ^{er} octobre 2019	0,50	256
23 octobre 2019	11 décembre 2019	2 janvier 2020	0,50	253

Flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin			Semestres clos les 30 juin		
	2020	2019	Variation en %	2020	2019	Variation en %
BAIIA ajusté ¹	1 294	1 635	(21)	2 629	2 970	(11)
Déduire :						
Dépenses d'investissement ²	559	742	(25)	1 152	1 359	(15)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	192	183	5	379	351	8
Impôt sur le résultat en trésorerie ³	75	101	(26)	168	246	(32)
Flux de trésorerie disponibles ¹	468	609	(23)	930	1 014	(8)

¹ Le BAIIA ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

² Comprennent les entrées d'immobilisations corporelles, déduction faite du produit de la sortie, et ne tiennent pas compte des dépenses liées aux licences d'utilisation de spectre ni des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation.

³ L'impôt sur le résultat en trésorerie est présenté après déduction des remboursements d'impôt reçus.

La diminution des flux de trésorerie disponibles pour le trimestre et le semestre considérés provient essentiellement d'une baisse du BAIIA ajusté et d'une hausse des intérêts sur les emprunts, facteurs en partie compensés par la diminution des dépenses d'investissement et de l'impôt sur le résultat en trésorerie.

Survol de l'état de la situation financière

États consolidés de la situation financière

(en millions de dollars)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019	Variation (en \$)	Variation (en %)	Explication des principales variations
Actifs					
Actifs courants					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 795	494	1 301	n. s.	Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Débiteurs	1 621	2 304	(683)	(30)	Reflète principalement les diminutions des produits occasionnées par les répercussions de la COVID-19 et l'accroissement de la provision pour créances douteuses causé par l'évolution de la conjoncture économique pendant la pandémie.
Stocks	319	460	(141)	(31)	Tient compte d'une réduction des stocks d'appareils sans fil.
Partie courante des actifs sur contrat	910	1 234	(324)	(26)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs courants	855	524	331	63	Reflète principalement un accroissement des créances liées au financement.
Partie courante des instruments dérivés	94	101	(7)	(7)	n. s.
Total des actifs courants	5 594	5 117	477	9	
Immobilisations corporelles	14 048	13 934	114	1	Tient compte surtout des dépenses d'investissement et des entrées d'actifs au titre de droits d'utilisation, en partie contrebalancées par la charge d'amortissement.
Immobilisations incorporelles	8 883	8 905	(22)	–	n. s.
Placements	2 520	2 830	(310)	(11)	Tient compte essentiellement de la diminution de la juste valeur de certains placements dans des sociétés ouvertes.
Instruments dérivés	2 771	1 478	1 293	87	Tient compte surtout des variations de la valeur de marché de certains dérivés liés à la dette par suite de fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Actifs sur contrat	252	557	(305)	(55)	Rend compte de la migration de certaines offres vers des ententes de financement d'appareils.
Autres actifs à long terme	534	275	259	94	Reflète un accroissement des créances liées au financement.
Goodwill	3 935	3 923	12	–	n. s.
Total des actifs	38 537	37 019	1 518	4	
Passifs et capitaux propres					
Passifs courants					
Emprunts à court terme	650	2 238	(1 588)	(71)	Tient compte d'une diminution des emprunts effectués aux termes de notre programme de papier commercial libellé en dollars américains.
Créditeurs et charges à payer	2 340	3 033	(693)	(23)	Reflète la réduction des dépenses occasionnée par les répercussions de la COVID-19 et le caractère saisonnier des activités.
Impôt sur le résultat à payer	299	48	251	n. s.	Rend compte de l'excédent de la charge d'impôt sur le résultat exigible par rapport aux acomptes provisionnels versés.
Autres passifs courants	103	141	(38)	(27)	n. s.
Passifs sur contrat	297	224	73	33	Tient compte surtout d'une augmentation des passifs sur contrat liés aux ententes de financement d'appareils.
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–	1 450	–	Tient compte du reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars arrivant à échéance en mars 2021.
Partie courante des obligations locatives	271	230	41	18	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location conclus.
Partie courante des instruments dérivés	9	50	(41)	(82)	Rend compte principalement du règlement de certains dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur notre programme de papier commercial libellé en dollars américains. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Total des passifs courants	5 419	5 964	(545)	(9)	
Provisions	36	36	–	–	n. s.
Dette à long terme	17 558	15 967	1 591	10	Tient compte de l'émission de billets de premier rang pour 1,5 milliard de dollars arrivant à échéance en mars 2027, de l'émission de billets de premier rang pour 750 millions de dollars américains arrivant à échéance en mars 2022 et des variations résultant de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain, en partie annulés par le reclassement dans les éléments courants de nos billets de premier rang de 1 450 millions de dollars. Se reporter à la rubrique « Gestion de nos liquidités et de nos ressources financières ».
Instruments dérivés	12	90	(78)	(87)	Reflète principalement les variations de la valeur marchande de certains dérivés liés à la dette par suite des fluctuations des taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis et de l'affaiblissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Se reporter à la rubrique « Gestion des risques financiers ».
Obligations locatives	1 574	1 495	79	5	Tient compte des obligations liées aux nouveaux contrats de location conclus.
Autres passifs à long terme	567	614	(47)	(8)	n. s.
Passifs d'impôt différé	3 398	3 437	(39)	(1)	n. s.
Total des passifs	28 564	27 603	961	3	
Capitaux propres	9 973	9 416	557	6	Tient compte des variations des résultats non distribués et des réserves liées aux capitaux propres.
Total des passifs et des capitaux propres	38 537	37 019	1 518	4	

Situation financière

Les tableaux ci-après et les paragraphes qui les accompagnent résument l'ensemble des liquidités disponibles aux termes de notre trésorerie et de ses équivalents, de nos facilités de crédit bancaire, de nos facilités de lettres de crédit et de nos emprunts à court terme au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

Au 30 juin 2020 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire				
Renouvelable	3 200	–	8	3 192
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	3 192
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 795	–	–	1 795
Total	6 146	650	109	5 387

Au 31 décembre 2019 (en millions de dollars)	Montant total disponible	Montant prélevé	Lettres de crédit	Programme de papier commercial en dollars américains ¹	Montant net disponible
Facilités de crédit bancaire					
Renouvelable	3 200	–	8	1 593	1 599
Lettres de crédit en cours	101	–	101	–	–
Total des facilités de crédit bancaire	3 301	–	109	1 593	1 599
Titrisation de débiteurs	1 050	650	–	–	400
Trésorerie et équivalents de trésorerie	494	–	–	–	494
Total	4 845	650	109	1 593	2 493

¹ Les montants se rapportant au programme de papier commercial en dollars américains correspondent aux montants bruts avant l'escompte à l'émission.

En plus des sources de liquidités disponibles mentionnées ci-dessus, nous détenons 1 529 millions de dollars de titres négociables de sociétés cotées en bourse au 30 juin 2020 (1 831 millions de dollars au 31 décembre 2019).

Coût moyen pondéré des emprunts

Le coût moyen pondéré de nos emprunts se chiffrait à 4,23 % au 30 juin 2020 (4,30 % au 31 décembre 2019) et le terme moyen pondéré à l'échéance était de 13,6 années (14,1 années au 31 décembre 2019).

Notations de crédit

Le tableau suivant présente les notations de crédit des débetures et billets de premier rang en circulation de RCI (long terme) et du papier commercial libellé en dollars américains (court terme) au 30 juin 2020.

Émission	Standard & Poor's	Moody's	Fitch
Cote de risque financier d'entreprise ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Dette de premier rang non garantie ¹	BBB+ avec perspective stable	Baa1 avec perspective stable	BBB+ avec perspective stable
Papier commercial libellé en dollars américains ¹	A-2	P-2	s. o. ²

¹ Notation inchangée pour le trimestre.

² Nous n'avons pas demandé à Fitch de noter nos obligations à court terme.

Dette nette ajustée et ratio d'endettement

Nous utilisons la dette nette ajustée et le ratio d'endettement pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. La dette nette ajustée comprend la dette à long terme, les actifs ou passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, les emprunts à court terme, les obligations locatives et la trésorerie et les équivalents de trésorerie ou les avances bancaires.

(en millions de dollars, sauf les ratios)	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Dette à long terme ¹	19 186	16 130
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit ²	(2 960)	(1 414)
Emprunts à court terme	650	2 238
Obligations locatives	1 845	1 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 795)	(494)
Dette nette ajustée ³	16 926	18 185
Divisée par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois ³	5 871	6 212
Ratio d'endettement ³	2,9	2,9

¹ Compte tenu de la partie courante et de la partie à long terme de la dette à long terme, compte non tenu des coûts de transaction et escomptes différés. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement » de la section « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour connaître le mode de calcul de ce montant.

² Nous estimons qu'il est souvent d'usage d'inclure dans le calcul de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement les dérivés liés à la dette évalués sans ajustement lié au risque de crédit pour évaluer le niveau d'endettement de même qu'aux fins de l'évaluation à la valeur de marché et de l'exécution de transactions.

³ La dette nette ajustée et le BAIIA ajusté sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

Offres publiques de rachat dans le cours normal des activités

En avril 2020, la Bourse de Toronto a accepté un avis indiquant notre intention d'entreprendre une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donne la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2020 et le 23 avril 2021, le moindre de 34,9 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote qui peuvent être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2020 »). Les porteurs de titres de Rogers peuvent obtenir un exemplaire de cet avis, sans frais, en communiquant avec nous.

En avril 2019, nous avons entrepris une offre publique de rachat dans le cours normal des activités qui nous donnait la possibilité de racheter, entre le 24 avril 2019 et le 23 avril 2020, le moindre de 35,7 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote et du nombre d'actions de catégorie B sans droit de vote pouvant être achetées pour un prix d'achat global de 500 millions de dollars (l'« offre publique de rachat de 2019 »).

Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, nous n'avons racheté aucune action de catégorie B sans droit de vote. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 734 257 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 50 millions de dollars. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2019, nous avons procédé au rachat, aux fins d'annulation, de 2 164 113 actions de catégorie B sans droit de vote, d'une valeur de 155 millions de dollars, dont une tranche de 19 millions de dollars avait été versée au début d'avril 2019.

Actions ordinaires en circulation

	Au 30 juin 2020	Au 31 décembre 2019
Actions ordinaires en circulation ¹		
Actions de catégorie A avec droit de vote	111 154 811	111 154 811
Actions de catégorie B sans droit de vote	393 770 507	393 770 507
Total des actions ordinaires	504 925 318	504 925 318
Options d'achat d'actions de catégorie B sans droit de vote		
Options en circulation	4 726 634	3 154 795
Options en circulation exerçables	1 426 207	993 645

¹ Les porteurs de nos actions de catégorie B sans droit de vote ont le droit d'être convoqués à toute assemblée des actionnaires et d'y assister; toutefois, sauf dans la mesure prévue par la législation ou les règlements de marchés boursiers, ils n'ont pas de droit de vote lors d'une telle assemblée. Si une offre est déposée en vue d'acheter les actions de catégorie A en circulation, aucune exigence en vertu de la législation applicable ou de nos actes constitutifs ne stipule qu'une offre doit être faite à l'égard des actions de catégorie B sans droit de vote en circulation et il n'y a aucune clause de protection à l'intention des actionnaires aux termes de nos actes constitutifs. Si une offre est déposée en vue d'acheter des actions des deux catégories d'actions, les modalités de l'offre peuvent être différentes pour les actions de catégorie A de celles pour les actions de catégorie B sans droit de vote.

Gestion des risques financiers

La présente section doit être lue en parallèle avec la rubrique « Gestion des risques financiers » de notre rapport de gestion annuel de 2019. Nous avons recours à des instruments dérivés pour gérer les risques financiers liés à nos activités commerciales. Nous avons recours à des instruments dérivés aux seules fins de la gestion des risques, et non pas à des fins de spéculation. Nous gérons également notre exposition aux taux d'intérêt fixes et variables et, au 30 juin 2020, nous avons fixé un taux d'intérêt sur 96,5 % de l'encours de notre dette, y compris les emprunts à court terme (87,2 % au 31 décembre 2019).

Dérivés liés à la dette

Nous avons recours à des swaps de devises et de taux d'intérêt (« dérivés liés à la dette ») pour gérer les risques liés à la fluctuation des cours de change et des taux d'intérêt relativement à nos débentures et billets de premier rang libellés en dollars américains, à nos obligations locatives, aux montants prélevés sur nos facilités de crédit libellées en dollars américains et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains. Nous désignons les dérivés liés à la dette afférents à nos débentures, billets de premier rang et obligations locatives comme des couvertures à des fins comptables afin de couvrir le risque de change relatif à des instruments d'emprunt spécifiques. Les dérivés liés à la dette se rapportant aux montants prélevés sur nos facilités de crédit et à nos emprunts sur papier commercial libellé en dollars américains n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Facilités de crédit et programme de papier commercial libellé en dollars américains

Les tableaux suivants présentent un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	-	-	-	970	1,428	1 385
Dérivés liés à la dette réglés	970	1,406	1 364	970	1,406	1 364
Montant net en trésorerie payé			(21)			(21)
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	190	1,405	267	2 868	1,333	3 823
Dérivés liés à la dette réglés	411	1,375	565	4 089	1,330	5 438
Montant net en trésorerie reçu			11			101

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
<i>Facilités de crédit</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	420	1,336	561	420	1,336	561
Dérivés liés à la dette réglés	420	1,343	564	420	1,343	564
Montant net en trésorerie reçu			3			3
<i>Programme de papier commercial libellé en dollars américains</i>						
Dérivés liés à la dette conclus	2 960	1,342	3 972	6 818	1,335	9 104
Dérivés liés à la dette réglés	3 433	1,336	4 586	6 969	1,333	9 287
Montant net en trésorerie reçu			15			4

Au 30 juin 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant aux prélèvements effectués sur nos facilités de crédit et à notre programme de papier commercial libellé en dollars américains s'élevaient à des montants notionnels de néant et de néant, respectivement (néant et 1 226 millions de dollars américains, respectivement, au 31 décembre 2019).

Billets de premier rang

Le tableau ci-après présente un sommaire des dérivés liés à la dette que nous avons conclus relativement aux billets de premier rang pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les taux d'intérêt)				Incidence de la couverture	
Entrée en vigueur	\$ US			Taux d'intérêt fixe couvert (\$ CA) ¹	Équivalent (\$ CA)
	Montant du principal/montant notionnel (\$ US)	Date d'échéance	Taux d'intérêt nominal		
<i>Émissions de 2020</i>					
22 juin 2020	750	2022	TIOL \$ US + 0,60 %	0,955 %	1 019
<i>Émissions de 2019</i>					
30 avril 2019	1 250	2049	4,350 %	4,173 %	1 676

¹ Conversion d'un taux d'intérêt nominal fixe libellé en \$ US en un taux moyen pondéré fixe libellé en \$ CA.

Au 30 juin 2020, nos débetures et billets de premier rang libellés en dollars américains s'élevaient à 9 050 millions de dollars américains (8 300 millions de dollars américains au 31 décembre 2019), et tous les risques liés aux taux de change et d'intérêt étaient couverts par des dérivés liés à la dette.

Obligations locatives

Le tableau ci-après présente un résumé des dérivés liés à la dette que nous avons conclus et réglés relativement à nos obligations locatives en vigueur au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020. Nous n'avons conclu ni réglé aucun dérivé lié à la dette se rapportant à nos obligations locatives en vigueur en 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette conclus	49	1,367	67	90	1,400	126
Dérivés liés à la dette réglés	10	1,300	13	16	1,313	21

Au 30 juin 2020, nos dérivés liés à la dette en cours se rapportant à nos obligations locatives en vigueur s'élevaient à un montant notionnel de 144 millions de dollars américains (70 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance de juillet 2020 à juin 2023 (de janvier 2020 à décembre 2022 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,366 \$ CA/1 \$ US (1,318 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés à la dette.

Dérivés liés aux dépenses

Nous avons recours à des contrats de change à terme (les « dérivés liés aux dépenses ») afin de gérer le risque de change inhérent à nos activités en désignant ces dérivés comme couvertures à des fins comptables à l'égard de certaines dépenses opérationnelles et dépenses d'investissement attendues.

Les tableaux ci-dessous présentent les dérivés liés aux dépenses que nous avons conclus ou réglés au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2020			Semestre clos le 30 juin 2020		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	744	1,376	1 024	1 086	1,365	1 482
Dérivés liés aux dépenses réglés	255	1,302	332	480	1,300	624

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Trimestre clos le 30 juin 2019			Semestre clos le 30 juin 2019		
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)
Dérivés liés aux dépenses conclus	540	1,330	718	780	1,322	1 031
Dérivés liés aux dépenses réglés	240	1,254	301	450	1,249	562

Au 30 juin 2020, nos dérivés liés aux dépenses en cours s'élevaient à un montant notionnel de 1 596 millions de dollars américains (990 millions de dollars américains au 31 décembre 2019) et venaient à échéance de juillet 2020 à décembre 2022 (de janvier 2020 à décembre 2021 au 31 décembre 2019), et le cours de change moyen s'établissait à 1,344 \$ CA/1 \$ US (1,300 \$ CA/1 \$ US au 31 décembre 2019).

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux dépenses.

Dérivés liés aux capitaux propres

Nous avons recours à des swaps sur rendement total (les « dérivés liés aux capitaux propres ») pour couvrir le risque d'appréciation du cours des actions de catégorie B sans droit de vote attribuées dans le cadre de nos programmes de rémunération fondée sur des actions. Les dérivés liés aux capitaux propres n'ont pas été désignés comme couvertures à des fins comptables.

Au 30 juin 2020, nous avons des dérivés liés aux capitaux propres en cours à l'égard de 4,6 millions d'actions de catégorie B sans droit de vote (4,3 millions au 31 décembre 2019) assorties d'un cours moyen pondéré de 51,82 \$ (51,76 \$ au 31 décembre 2019).

Nous n'avons réglé aucun de nos dérivés liés aux capitaux propres au cours du trimestre. Au cours de l'exercice, nous avons réglé 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres (0,7 million en 2019) à un prix moyen pondéré de 54,16 \$ (71,66 \$ en 2019), moyennant des paiements nets de 1 million de dollars (produit net de 16 millions de dollars en 2019). Au même moment, nous avons conclu 0,5 million de dérivés liés aux capitaux propres à un prix moyen pondéré de 54,16 \$, selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en avril 2021 (auparavant en avril 2020).

Nous n'avons conclu aucun dérivé lié aux capitaux propres au cours du trimestre. Au cours de l'exercice, nous avons conclu 0,3 million de dérivés liés aux capitaux propres (néant en 2019), à un prix moyen pondéré de 56,08 \$ (néant en 2019).

Par ailleurs, nous avons également signé des accords de prorogation pour le reste de nos contrats de dérivés liés aux capitaux propres selon des modalités essentiellement identiques, avec des dates d'échéance révisées et maintenant fixées en mars 2021 et en avril 2021.

Se reporter à la rubrique « Évaluation à la valeur de marché » pour en savoir plus sur nos dérivés liés aux capitaux propres.

Évaluation à la valeur de marché

Nous comptabilisons nos dérivés selon leur évaluation à la valeur de marché estimée, ajustée en fonction de la qualité du crédit et calculée conformément aux IFRS.

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 30 juin 2020			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	9 107	1,2076	10 998	2 811
En passifs	86	1,3980	120	(3)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				2 808
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	852	1,3106	1 117	40
En passifs	744	1,3815	1 028	(17)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux dépenses représentant un actif				23
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	193	14
En passifs	–	–	45	(1)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés aux capitaux propres représentant un actif				13
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				2 844

(en millions de dollars, sauf les cours de change)	Au 31 décembre 2019			
	Montant notionnel (en \$ US)	Cours de change	Montant notionnel (en \$ CA)	Juste valeur (en \$ CA)
Dérivés liés à la dette comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	5 800	1,1357	6 587	1 508
En passifs	2 570	1,3263	3 409	(96)
Dérivés liés à la dette à court terme non comptabilisés comme des couvertures				
En passifs	1 223	1,3227	1 618	(29)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1 383
Dérivés liés aux dépenses comptabilisés comme des couvertures de flux de trésorerie				
En actifs	270	1,2391	335	16
En passifs	720	1,3228	952	(15)
Position nette évaluée à la valeur de marché des dérivés liés à la dette représentant un actif				1
Dérivés liés aux capitaux propres non comptabilisés comme des couvertures				
En actifs	–	–	223	55
Position nette évaluée à la valeur de marché représentant un actif				1 439

Engagements et obligations contractuelles

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour obtenir un résumé de nos obligations aux termes d'accords contractuels fermes, notamment les engagements de paiements futurs découlant d'emprunts à long terme et de contrats de location, lesquels sont également analysés aux notes 17, 21 et 28 afférentes à nos états financiers consolidés audités annuels pour 2019.

Sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion, aucune modification significative n'a été apportée à nos principales obligations contractuelles, telles qu'elles sont présentées dans notre rapport de gestion annuel de 2019, depuis le 31 décembre 2019.

Évolution de la réglementation

La réglementation d'importance qui influait sur nos activités en date du 5 mars 2020 est présentée dans notre rapport de gestion annuel de 2019. Voici les modifications importantes concernant la réglementation depuis cette date.

Examen par le CRTC des services sans fil mobiles

Le 28 février 2019, dans le cadre de l'avis de consultation de télécom CRTC 2019-57, *Examen des services sans fil mobiles*, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a entrepris son examen quinquennal visant à évaluer le marché des services sans fil mobiles et à déterminer si d'autres mesures sont nécessaires pour améliorer le choix et l'abordabilité pour les Canadiens. Après le dépôt de nombreux mémoires en 2019, une audience avec comparution de deux semaines a commencé le 18 février 2020. Les mémoires définitifs ont été soumis le 15 juillet 2020; la décision du CRTC suivra. Toute décision défavorable prise à l'égard des éléments qui font l'objet d'un examen dans le cadre de cette affaire pourrait avoir une incidence négative sur nos résultats financiers et nos investissements futurs.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

Le 15 août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service d'accès Internet de tiers (« AIT ») de Rogers. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes, a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'audience a eu lieu les 25 et 26 juin 2020. Il y a lieu de se reporter à la section « Mise à jour sur les risques et les incertitudes ».

Examen par le CRTC des services de télécommunications filaires de gros

Le 20 septembre 2016, le CRTC a publié sa Décision de télécom CRTC 2016-379, *Suivi de la politique réglementaire de télécom 2015-326 - Mise en œuvre d'un service d'accès haute vitesse de gros dégroupé, notamment au moyen d'installations d'accès par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné*, sur la mise en œuvre technique d'un nouveau service d'AIT haute vitesse dégroupé, service qui permettra l'accès aux installations par fibre jusqu'aux locaux de l'abonné stipulé dans la décision du 22 juillet 2015 du CRTC. Cette décision est conforme aux positions proposées par Rogers dans nos dépôts de documents. Une décision sur les tarifs définitifs devait être rendue en 2020, mais a été suspendue le 11 juin 2020 par la publication de l'Avis de consultation de télécom CRTC 2020-187, *Appel aux observations - Configuration de réseau appropriée concernant les services d'accès haute vitesse de gros dégroupés*.

Licences de spectre de la bande de 3 500 MHz

Le 6 juin 2019, Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE Canada) a publié sa décision sur la *Consultation sur l'examen de la bande de 3 500 MHz pour permettre une utilisation flexible et consultation préliminaire sur les changements à apporter à la bande de 3 800 MHz*. Dans cette décision, il est résolu qu'ISDE Canada délivrera des licences d'utilisation flexible dans une gamme de fréquences de 200 MHz de la bande de 3 450 à 3 650 MHz. ISDE Canada avait prévu qu'une mise aux enchères des portions du spectre de la bande de

3 500 MHz qui ne sont pas encore détenues par des titulaires actuels aurait lieu au second semestre de 2020. Le 5 juin 2020, la mise aux enchères a été reportée à juin 2021.

Mise à jour sur les risques et les incertitudes

Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour une analyse des principaux risques et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur nos activités et nos résultats financiers au 5 mars 2020, lesquels doivent être étudiés à la lumière du présent rapport de gestion. Les facteurs susceptibles de contribuer à ces risques et incertitudes sont exposés ci-après.

Pandémie de COVID-19

L'Organisation mondiale de la Santé a annoncé le 11 mars 2020 qu'elle considérait l'épidémie de COVID-19 comme une pandémie, et nous en suivons de près la progression. Tandis que la pandémie continue d'avoir une incidence considérable sur le bien-être des personnes et sur les économies canadienne et mondiale, nous avons déclenché nos plans de poursuite des activités et mis en œuvre un plan d'intervention adapté afin de continuer d'offrir nos services essentiels ainsi que du soutien à nos clients et à nos communautés, tout en protégeant la santé et la sécurité du public et de nos employés.

Nous veillons à faire fonctionner et à maintenir nos réseaux sans-fil et par câble, notamment en y ajoutant de la capacité et en gérant le trafic au besoin, ainsi qu'à poursuivre nos activités médiatiques et nos principales activités commerciales nécessaires à la prestation continue de services à nos clients. Nous avons mis en place des dispositions de travail adaptées pour nos employés; nous examinons et respectons les directives du gouvernement pour assurer la sécurité de notre équipe et mettre en place les mesures de protection nécessaires pour que nos lieux de travail puissent rouvrir leurs portes graduellement à nos employés. Le 16 mars 2020, nous avons annoncé une série de mesures pour aider nos clients; ces mesures, qui sont restées en vigueur jusqu'au 30 juin 2020, comprenaient notamment l'annulation temporaire de certains frais et l'accès à une gamme de chaînes de télévision et de contenu en rotation. Nous travaillons sans relâche à trouver d'autres façons encore de soutenir nos clients.

Les règlements, politiques et autres mesures des secteurs public et privé visant à réduire la transmission de la COVID-19 comprennent notamment la fermeture forcée d'entreprises, les restrictions de voyages, la sensibilisation à l'éloignement social et l'adoption du télétravail et de l'enseignement en ligne par les entreprises, les écoles et les institutions. Ces mesures ont des répercussions sur la façon dont notre clientèle utilise nos réseaux, produits et services, sur la manière dont nous pouvons offrir certains produits et services (y compris la suspension des activités sportives des ligues majeures) - ou sur la mesure dans laquelle nous pouvons le faire -, ainsi que sur la capacité de certains fournisseurs de répondre à nos besoins en matière de produits ou de services.

Au cours du trimestre considéré, nous avons mis en place plusieurs autres programmes pour aider nos employés à gérer la crise sanitaire reliée à la COVID-19 et offrir du soutien et des services à nos clients et à nos auditoires. Après une fermeture temporaire de la plupart de nos magasins à l'échelle nationale, un nombre limité de magasins étant demeurés ouverts afin que nous puissions continuer d'offrir nos services essentiels à notre clientèle, nous avons entrepris la réouverture progressive de nos magasins de détail au Canada, dans le respect des directives de santé publique de chaque province.

Nous restons en contact étroit avec des représentants de tous les ordres gouvernementaux, nos fournisseurs, nos partenaires et nos principaux clients d'affaires, et notre plan d'intervention devant la pandémie ne cesse d'évoluer.

L'ampleur et les répercussions de la crise sanitaire actuelle ne sont pas encore connues dans leur entièreté. Les répercussions négatives potentielles de la pandémie de COVID-19 comprennent notamment :

- le risque d'une réduction importante de la demande touchant nos produits et services, en raison de fermetures d'entreprises ou de compression des effectifs, de pertes d'emploi et de difficultés financières qui s'ensuivent, ou, plus généralement, d'une réduction de l'activité du commerce au détail, ce qui pourrait entraîner un recul des produits en raison :
 - d'une diminution de l'activité des abonnés du secteur Sans-fil, y compris une baisse des produits tirés du matériel;

- de l'interruption toujours en vigueur des saisons sportives des ligues majeures et de la diffusion des matchs prévus;
- des services fournis sans frais à nos clients, comme les appels interurbains, les services de transmission de données en itinérance et l'accès gratuit au contenu de chaînes de télévision;
- d'une diminution des produits tirés des services de transmission de données en itinérance et des produits tirés de l'utilisation excédentaire des données puisque les clients ne peuvent ou ne veulent pas voyager et que de plus en plus d'entre eux restent à la maison;
- du fait que nos clients passent à des forfaits à tarifs moins élevés ou font résilier leurs contrats de service;
- une augmentation du nombre de factures en souffrance ou impayées, ce qui pourrait conduire à une hausse des créances douteuses;
- les problèmes touchant la prestation de certains produits et services, ou la maintenance ou encore la mise à niveau de nos réseaux en raison de fermetures de magasins et d'interruptions de la chaîne d'approvisionnement;
- la hausse des dépenses d'investissement engagées pour maintenir ou étendre nos réseaux afin de répondre à une augmentation considérable de l'utilisation de ces derniers;
- la hausse des coûts associés aux nouveaux capitaux.

Bien que nous nous attendions à ce que certaines économies de coûts, comme celles réalisées à l'égard du matériel ou de la programmation sportive, viennent atténuer la baisse des produits, nous ne pouvons pas prédire l'ampleur de l'atténuation ni dans quelle mesure elles seraient réalisées.

En raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19 de même que l'effet des mesures prises pour en contenir la propagation ou les conséquences plus vastes de la crise sanitaire sur les économies et les marchés financiers du Canada et du reste du monde, nous ne sommes pas en mesure pour le moment de prévoir son incidence globale sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats; nous savons cependant que la crise a eu et pourrait continuer d'avoir une incidence défavorable significative sur nos résultats. Toute nouvelle épidémie, pandémie ou autre crise sanitaire qui pourrait se produire à l'avenir est susceptible de poser des risques semblables sur la Société.

Établissement des coûts et des prix des services d'accès Internet de gros

En août 2019, dans l'ordonnance de télécom CRTC 2019-288, *Suivi des ordonnances de télécom 2016-396 et 2016-448 - Tarifs définitifs concernant les services d'accès haute vitesse de gros groupé* (l'« ordonnance »), le CRTC a établi les tarifs définitifs des services d'accès haute vitesse de gros des fournisseurs de services exploitant leurs propres installations, dont le service AIT de Rogers. Dans cette ordonnance, le CRTC établit des tarifs définitifs nettement inférieurs aux tarifs provisoires auparavant imposés et détermine en outre que ces tarifs s'appliqueront de façon rétroactive au 31 mars 2016.

Selon nous, les tarifs définitifs établis par le CRTC ne sont pas justes et raisonnables, comme l'exige la *Loi sur les télécommunications*, parce que nous estimons qu'ils sont en deçà du prix coûtant. Le 13 septembre 2019, Rogers, en collaboration avec les autres grandes entreprises de câblodistribution canadiennes (les « entreprises de câblodistribution »), a déposé une requête en autorisation d'appeler auprès de la Cour d'appel fédérale (la « Cour »), aux termes de l'article 64(1) de la *Loi sur les télécommunications*, ainsi qu'une requête pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. Le 27 septembre 2019, la Cour a suspendu l'ordonnance de manière provisoire jusqu'à ce qu'elle rende sa décision relative à la requête des entreprises de câblodistribution pour obtenir un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC d'ici à ce que la Cour autorise ou non l'appel des entreprises de câblodistribution. Le 22 novembre 2019, la Cour a autorisé l'appel et a accordé un sursis interlocutoire de l'ordonnance du CRTC. L'appel a été entendu en juin 2020.

En raison du sursis interlocutoire et de la permission d'appel accordés par la Cour et de la grande incertitude entourant l'issue de cette question et le montant, le cas échéant, que nous pourrions en définitive devoir rembourser aux revendeurs, nous n'avons comptabilisé aucune obligation à l'égard de cette éventualité pour le moment. L'ordonnance du CRTC dans sa forme actuelle aurait donné lieu au remboursement de montants antérieurement facturés aux revendeurs d'environ 180 millions de dollars, ce qui refléterait l'incidence de l'application rétroactive du 31 mars 2016 au 30 juin 2020. Nous estimons que l'incidence à long terme se situerait entre 10 et 15 millions de dollars par trimestre.

Issue des poursuites

L'issue de l'ensemble des poursuites et réclamations intentées contre la Société, y compris celle du cas précité, dépend de leur règlement futur, notamment des incertitudes inhérentes aux litiges. Il nous est impossible de prédire l'issue ou l'ampleur des actions intentées en raison de divers facteurs et incertitudes en jeu dans le processus juridique. À la lumière de l'information dont nous disposons actuellement, nous sommes d'avis qu'il n'est pas probable que le règlement final de ces poursuites et réclamations, prises séparément ou dans leur ensemble, ait une incidence défavorable significative sur nos activités, nos résultats financiers ou notre situation financière. Si l'éventualité de notre responsabilité à l'égard des poursuites intentées contre nous devient probable, nous comptabiliserons une provision dans la période au cours de laquelle le changement d'éventualité surviendrait, ce qui pourrait avoir une incidence significative sur les états consolidés du résultat net et les états consolidés de la situation financière.

Estimations et méthodes comptables critiques

Notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que nos états financiers consolidés audités annuels de 2019 et les notes y afférentes, présentent une analyse des estimations et méthodes comptables qui sont critiques pour l'appréciation de nos activités commerciales et de nos résultats opérationnels.

Nouvelles prises de position en comptabilité adoptées en 2020

Nous avons adopté les méthodes comptables et les modifications décrites ci-après, qui étaient en vigueur pour nos états financiers intermédiaires et annuels à compter du 1^{er} janvier 2020. Ces changements n'ont pas eu une incidence significative sur nos résultats financiers et ne devraient pas avoir d'effet significatif au cours des périodes à venir.

- Modifications apportées au *Cadre conceptuel*, dont le but est d'améliorer les notions entourant divers aspects de la présentation de l'information financière et les normes IFRS actuelles.
- Modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*, et de l'IAS 8, *Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs*, qui précisent la définition du terme « significatif ».
- Modifications apportées à l'IFRS 9, *Instruments financiers*, (l'« IFRS 9 »), à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, (l'« IAS 39 ») et à l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, (l'« IFRS 7 »), appelées *Réforme des taux d'intérêt de référence*, qui donnent plus de détails sur la réforme fondamentale des grands taux d'intérêt de référence entreprise à l'échelle mondiale dans le but de redéfinir les taux interbancaires offerts (« TIO »), voire de les remplacer par des taux de référence quasi sans risque. Le moment où les taux de référence alternatifs prendront effet et la nature de ces taux alternatifs sont encore très incertains. Nous surveillerons activement la réforme des TIO et nous tiendrons compte des circonstances lorsque nous renouvellerons des contrats qui servent d'instruments financiers ou en concluons de nouveaux.

Récente prise de position en comptabilité n'ayant pas encore été adoptée

L'IASB a publié la nouvelle norme suivante, qui entrera en vigueur pour un exercice ultérieur et ne devrait pas avoir d'incidence sur nos états financiers consolidés de périodes à venir.

- IFRS 17, *Contrats d'assurance*, norme appelée à remplacer l'IFRS 4 du même nom, qui vise à uniformiser la comptabilisation des contrats d'assurance.

Transactions entre parties liées

Nous avons conclu des transactions avec Transcontinental inc., une société qui fournit des services d'impression à la Société et dont la présidente du conseil d'administration, M^{me} Isabelle Marcoux, C.M., siège aussi au conseil de RCI.

Ces transactions sont inscrites au montant convenu par les parties liées et examinées par le comité d'audit et de risque. Les montants exigibles pour ces services ne sont pas garantis et ne portent pas intérêt, et leur paiement est exigible en trésorerie dans le mois suivant la date de transaction. Le tableau qui suit présente un résumé des activités menées par les parties liées relativement aux transactions susmentionnées.

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Services d'impression	-	3	1	4

La Société a aussi conclu certaines transactions avec son actionnaire détenant le contrôle et avec les sociétés contrôlées par celui-ci. Ces transactions sont assujetties à des ententes formelles approuvées par le comité d'audit et de risque. Le total des montants versés à ces parties liées rend généralement compte de charges imputées à Rogers liées à l'utilisation commerciale occasionnelle d'un aéronef, déduction faite d'autres services administratifs, et a été inférieur à 1 million de dollars pour les trimestres et les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

Contrôles et procédures

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre à l'étude qui a eu, ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura, une incidence significative sur ces contrôles.

Caractère saisonnier

Nos résultats opérationnels varient généralement d'un trimestre à l'autre en raison des changements de conjoncture économique et des fluctuations saisonnières, notamment, touchant chacun de nos secteurs à présenter. Cela signifie que les résultats d'un trimestre ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats d'un trimestre ultérieur. Les activités de Sans-fil, de Cable et de Media comportent des aspects saisonniers, ainsi que certaines tendances historiques, qui leur sont propres. Pour en savoir davantage sur les tendances saisonnières de nos secteurs à présenter, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019.

Incertitude relative aux estimations

L'Organisation mondiale de la Santé a annoncé le 11 mars 2020 qu'elle considérait l'épidémie de COVID-19 comme une pandémie, et nous en suivons de près la progression et son incidence sur nos activités. Nos hypothèses, attentes et estimations sont plus incertaines que d'habitude en raison de l'incertitude entourant la durée et l'issue potentielles de la pandémie de COVID-19, des effets imprévisibles et changeants de celle-ci et des réponses du gouvernement pour y faire face. Nous sommes d'avis que cet accroissement de l'incertitude se manifeste surtout sur les estimations des pertes de crédit attendues, de la provision pour créances douteuses. Ainsi, étant donné l'évolution de la conjoncture économique, nous avons comptabilisé une augmentation de 90 millions de dollars du montant des créances douteuses se rapportant à nos débiteurs, à nos créances liées au financement et à nos actifs sur contrat.

Indicateurs clés de performance

Nous mesurons le succès de notre stratégie à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs clés de performance, qui sont définis et analysés dans notre rapport de gestion annuel de 2019 et le présent rapport de gestion. La Société estime que ces indicateurs clés de performance lui permettent de mesurer adéquatement sa performance par rapport à sa stratégie opérationnelle et par rapport aux résultats de ses pairs et de ses concurrents. Ces indicateurs ne sont pas des mesures conformes aux IFRS et ne doivent pas être considérés comme des substituts au bénéfice net ni à tout autre indicateur de performance conforme aux IFRS. Ces indicateurs sont les suivants :

- les nombres d'abonnés;
 - le nombre d'abonnés de Sans-fil;
 - le nombre d'abonnés de Cable;
 - le nombre de foyers branchés (Cable);
- le taux d'attrition des abonnés de Sans-fil;
- le montant facturé moyen par abonné (« MFMPA ») mixte de Sans-fil;
- les produits moyens par abonné (« PMPA ») mixtes de Sans-fil;
- les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable;
- les relations clients de Cable;
- la pénétration du marché de Cable (la « pénétration »);
- l'intensité du capital;
- le total des produits tirés des services.

Nous avons mis à jour au 1^{er} janvier 2020 les indicateurs clés de performance que nous présentons pour notre secteur Cable afin que nos communications externes concordent mieux avec les priorités de notre stratégie d'affaires interne par suite de la convergence des technologies employées pour offrir des services d'accès Internet et de télévision, notamment l'adoption du service Télé Élan qui se poursuit. Nous avons donc commencé à présenter les produits moyens par compte (« PMPC ») de Cable, ses relations clients et sa pénétration du marché, indicateurs qui sont définis ci-après. De plus, nous avons modifié la définition du nombre d'abonnés aux services de télévision, qui ne comprennent plus que les abonnés à Télé Élan, et renommé en conséquence l'indicateur; cette décision s'inscrit dans notre stratégie qui consiste à concentrer nos efforts sur les services de télévision par IP. Enfin, nous ne présentons plus

le nombre d'abonnés aux services de téléphonie ni le nombre total d'abonnés, car notre produit de téléphonie est de plus en plus souvent regroupé avec nos produits d'accès Internet et de télévision moyennant un très faible surcoût. Nous avons apporté ces changements afin que nos communications externes correspondent davantage à nos priorités et à notre stratégie d'affaires. Les nouveaux indicateurs clés de performance se définissent comme suit :

NOMBRES D'ABONNÉS

Nombre d'abonnés (Cable)

- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet sont représentés par une adresse.
- Si une adresse correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire qui reçoit les services de télévision par câble, que les services lui soient facturés individuellement ou que le tarif des services soit inclus dans ses frais ou son loyer, représente un abonné. Pour les abonnés commerciaux ou institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente un abonné.
- Les abonnés aux services Télé Élan et d'accès Internet ne comprennent que les abonnés pour qui le service est installé et opérationnel et facturé conséquemment.
- Le nombre d'abonnés exclut certains services aux entreprises assurés par notre réseau de fibre optique et l'infrastructure de nos centres de données, les services de transmission de la voix interurbains et locaux commutés et les services de transmission de données traditionnels, auxquels l'accès est fourni par des réseaux de tiers en location et au moyen des services tarifés des entreprises de services locaux titulaires.

RELATIONS CLIENTS

Les relations clients sont représentées par une adresse où au moins un des services de notre secteur Cable (accès Internet, télévision par câble ou Télé Élan et téléphonie résidentielle) est installé et fonctionnel, et le ou les services sont facturés en conséquence. Lorsqu'une adresse donnée correspond à plusieurs logements, comme dans le cas d'un immeuble d'habitation, chaque locataire abonné à au moins l'un des services de Cable compte pour une relation client, que le service soit facturé séparément ou inclus dans le loyer du locataire. Pour les abonnés institutionnels, comme les hôpitaux ou les hôtels, chacun d'entre eux représente une relation client.

PRODUITS MOYENS PAR COMPTE (CABLE)

Les produits moyens par compte (« PMPC ») nous permettent d'évaluer la somme totale que consacre en moyenne un client donné aux produits du secteur Cable. Les PMPC nous servent à dégager les tendances et à mesurer notre capacité à attirer et à fidéliser des comptes comportant plusieurs services à la fois. Nous calculons les PMPC en divisant les produits tirés des services de Cable par le nombre total moyen de relations clients pour une même période.

PÉNÉTRATION DU MARCHÉ

La pénétration du marché (la « pénétration ») mesure notre capacité à attirer de nouveaux ménages vers nos marques et nos produits dans le territoire de desserte de notre réseau. Nous la calculons en divisant le nombre de relations clients par le nombre de foyers branchés. Un taux de pénétration du marché en hausse signifie qu'il y a davantage de nouvelles relations clients que de nouveaux foyers branchés.

Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires

La Société a recours aux mesures non conformes aux PCGR et aux mesures de la performance complémentaires suivantes, qui sont revues périodiquement par la direction et le conseil d'administration, pour évaluer la performance de la Société et prendre des décisions au sujet des activités courantes de la Société et de sa capacité à générer des flux de trésorerie. Ces mesures, en totalité ou en partie, peuvent également être utilisées par les investisseurs, les institutions prêteuses et les agences de notation à titre d'indicateurs de la performance opérationnelle de la Société, de sa capacité à contracter ou à rembourser des emprunts et à titre de mesures d'évaluation des entreprises œuvrant dans le secteur des télécommunications. Ces mesures ne sont pas des mesures conformes aux PCGR et n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine.

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
BAlIA ajusté Marge du BAlIA ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités et pour prendre des décisions à l'égard des activités courantes de l'entreprise et de la capacité à générer des flux de trésorerie. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent le BAlIA ajusté pour mesurer notre capacité à rembourser nos emprunts et à honorer nos autres obligations de paiement. Nous l'utilisons également à titre de composante du calcul de la rémunération incitative à court terme de tous les membres du personnel de direction. 	<p>BAlIA ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat, charges financières, amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, autres charges (produits), frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, et perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles</p> <p>Marge du BAlIA ajusté :</p> <p>BAlIA ajusté Divisé par l'élément suivant Produits</p>	Bénéfice net
Résultat net ajusté Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté	<ul style="list-style-type: none"> Pour évaluer la performance de nos activités compte non tenu de l'incidence des éléments précédents puisque ceux-ci nuisent à la comparabilité de nos résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances relatives à la performance de nos activités. Exclure ces éléments ne signifie pas qu'ils ne sont pas récurrents. 	<p>Bénéfice net ajusté :</p> <p>Bénéfice net Plus (moins) les éléments suivants Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges, perte (recouvrement) sur la vente ou la liquidation de placements, perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles, (profit) sur les acquisitions, perte liée aux obligations d'achat liées à la participation ne donnant pas le contrôle, perte liée aux remboursements sur la dette à long terme, perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations et ajustements d'impôt sur le résultat liés à ces éléments, y compris les ajustements liés aux modifications législatives</p> <p>Résultat par action de base ajusté et dilué ajusté :</p> <p>Résultat net ajusté et résultat net ajusté incluant l'effet dilutif de la rémunération fondée sur des actions Divisé par l'élément suivant Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, avant et après dilution</p>	Bénéfice net Bénéfice de base et dilué par action
Flux de trésorerie disponibles	<ul style="list-style-type: none"> Pour faire état du montant en trésorerie disponible aux fins de remboursement de la dette ou de réinvestissement dans la Société, ce qui est un indicateur important de la solidité et de la performance financières de notre entreprise. Nous croyons que certains investisseurs et analystes utilisent les flux de trésorerie disponibles pour évaluer une entreprise et ses actifs sous-jacents. 	<p>BAlIA ajusté Moins les éléments suivants Dépenses d'investissement, intérêts sur les emprunts déduction faite des intérêts inscrits à l'actif, et impôt sur le résultat en trésorerie</p>	Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles
Dette nette ajustée	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions en lien avec la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	<p>Total de la dette à long terme Plus (moins) les éléments suivants Partie courante de la dette à long terme, coûts de transaction et escomptes différés, (actifs) passifs nets au titre des dérivés liés à la dette, ajustement lié au risque de crédit relativement à la position nette au titre des dérivés liés à la dette, partie courante des obligations locatives; obligations locatives; avances bancaires (trésorerie et équivalents de trésorerie) et emprunts à court terme</p>	Dette à long terme

Mesure non conforme aux PCGR et mesure de la performance complémentaire	Pourquoi nous l'utilisons	Comment nous la calculons	Mesure financière la plus comparable en IFRS
Ratio d'endettement	<ul style="list-style-type: none"> Pour procéder à des analyses liées à l'évaluation et prendre des décisions liées à la structure du capital. Nous sommes d'avis qu'il s'agit d'une mesure qui aide les investisseurs et les analystes à analyser la valeur globale et la valeur nette réelle de la Société et à évaluer notre endettement. 	Dette nette ajustée (selon la définition fournie ci-dessus) Divisée par l'élément suivant BAIIA ajusté des 12 derniers mois (selon la définition fournie ci-dessus)	Dette à long terme divisée par le bénéfice net

Rapprochement du BAIIA ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	279	591	631	982
Ajouter :				
Charge d'impôt sur le résultat	102	186	219	325
Charges financières	214	206	434	395
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	650	614	1 289	1 223
BAIIA	1 245	1 597	2 573	2 925
Ajouter (déduire) :				
Autres charges (produits)	7	(1)	(7)	(14)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	39	63	59
BAIIA ajusté	1 294	1 635	2 629	2 970

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

(en millions de dollars, sauf les marges)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
BAIIA ajusté	1 294	1 635	2 629	2 970
Diviser par : total des produits	3 155	3 780	6 571	7 367
Marge du BAIIA ajusté	41,0 %	43,3 %	40,0 %	40,3 %

Rapprochement du résultat net ajusté

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Bénéfice net	279	591	631	982
Ajouter (déduire) :				
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	39	63	59
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(11)	(10)	(17)	(16)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	–	(23)	–	(23)
Résultat net ajusté	310	597	677	1 002

Rapprochement du résultat par action ajusté

(en millions de dollars, sauf les montants par action, et le nombre d'actions en circulation, en millions)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Résultat par action de base ajusté :	310	597	677	1 002
Résultat net ajusté				
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	505	512	505	513
Résultat par action de base ajusté	0,61 \$	1,17 \$	1,34 \$	1,95 \$
Résultat par action dilué ajusté :				
Résultat net ajusté dilué	304	595	660	1 001
Diviser par :				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution	506	514	506	515
Résultat par action dilué ajusté	0,60 \$	1,16 \$	1,30 \$	1,94 \$

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

(en millions de dollars)	Trimestres clos les 30 juin		Semestres clos les 30 juin	
	2020	2019	2020	2019
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 429	1 057	2 388	2 055
Ajouter (déduire) :				
Dépenses d'investissement	(559)	(742)	(1 152)	(1 359)
Intérêts sur les emprunts, déduction faite des intérêts inscrits à l'actif	(192)	(183)	(379)	(351)
Intérêts payés	198	139	398	359
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	39	63	59
Amortissement des droits de diffusion	(16)	(22)	(38)	(41)
Variation nette des soldes des actifs sur contrat	(390)	20	(716)	29
Variation nette des soldes des créances liées au financement	291	–	550	–
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement opérationnel	(355)	209	(169)	222
Autres ajustements	20	92	(15)	41
Flux de trésorerie disponibles	468	609	930	1 014

Rapprochement de la dette nette ajustée et du ratio d'endettement

	Au 30 juin	Au 31 décembre
(en millions de dollars)	2020	2019
Partie courante de la dette à long terme	1 450	–
Dette à long terme	17 558	15 967
Coûts de transaction et escomptes différés	178	163
	19 186	16 130
Ajouter (déduire) :		
Actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(2 808)	(1 383)
Ajustement lié au risque de crédit relativement aux actifs nets au titre des dérivés liés à la dette	(152)	(31)
Emprunts à court terme	650	2 238
Partie courante des obligations locatives	271	230
Obligations locatives	1 574	1 495
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 795)	(494)
Dette nette ajustée	16 926	18 185
	Au	Au
(en millions de dollars, sauf les ratios)	30 juin	31 décembre
	2020	2019
Dette nette ajustée	16 926	18 185
Diviser par : BAIIA ajusté des 12 derniers mois	5 871	6 212
Ratio d'endettement	2,9	2,9

Autres renseignements

Résultats financiers consolidés - sommaire trimestriel

Le tableau ci-après présente un résumé de nos résultats consolidés pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2020		2019				2018 ¹	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits								
Sans-fil	1 934	2 077	2 493	2 324	2 244	2 189	2 464	2 331
Cable	966	973	987	994	997	976	989	983
Media	296	412	530	483	591	468	540	488
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(41)	(46)	(58)	(47)	(52)	(46)	(55)	(33)
Total des produits	3 155	3 416	3 952	3 754	3 780	3 587	3 938	3 769
Total des produits tirés des services ²	2 797	3 049	3 244	3 233	3 345	3 143	3 276	3 271
BAIIA ajusté ³								
Sans-fil	918	1 026	1 064	1 138	1 128	1 015	1 028	1 099
Cable	454	453	497	499	478	445	489	490
Media	(35)	(85)	22	130	72	(84)	40	73
Éléments relevant du siège social et éliminations intersociétés	(43)	(59)	(53)	(55)	(43)	(41)	(36)	(42)
BAIIA ajusté	1 294	1 335	1 530	1 712	1 635	1 335	1 521	1 620
Déduire (ajouter) :								
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	650	639	638	627	614	609	564	558
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	—	(5)
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	21	38	42	39	20	94	47
Charges financières	214	220	230	215	206	189	205	176
Autres charges (produits)	7	(14)	(12)	16	(1)	(13)	(26)	15
Bénéfice net avant la charge d'impôt sur le résultat	381	469	636	812	777	530	684	829
Charge d'impôt sur le résultat	102	117	168	219	186	139	182	235
Bénéfice net	279	352	468	593	591	391	502	594
Bénéfice par action								
De base	0,55 \$	0,70 \$	0,92	1,16 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$
Dilué	0,54 \$	0,68 \$	0,92	1,14 \$	1,15 \$	0,76 \$	0,97 \$	1,15 \$
Bénéfice net	279	352	468	593	591	391	502	594
Ajouter (déduire) :								
Frais de restructuration, coûts d'acquisition et autres charges	42	21	38	42	39	20	94	47
Perte sur les dérivés liés aux contrats à terme sur obligations	—	—	—	—	—	—	21	—
Perte liée aux remboursements sur la dette à long terme	—	—	19	—	—	—	—	—
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	—	—	—	—	—	—	—	(5)
Incidence fiscale des éléments susmentionnés	(11)	(6)	(14)	(13)	(10)	(6)	(32)	(11)
Ajustement d'impôt sur le résultat, modification des lois fiscales	—	—	—	—	(23)	—	—	—
Résultat net ajusté ³	310	367	511	622	597	405	585	625
Résultat par action ajusté ³								
De base	0,61 \$	0,73 \$	1,00 \$	1,22 \$	1,17 \$	0,79 \$	1,14 \$	1,21 \$
Dilué	0,60 \$	0,71 \$	1,00 \$	1,19 \$	1,16 \$	0,78 \$	1,13 \$	1,21 \$
Dépenses d'investissement	559	593	791	657	742	617	828	700
Entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles	1 429	959	1 166	1 305	1 057	998	1 051	1 304
Flux de trésorerie disponibles ³	468	462	497	767	609	405	471	627

¹ Les chiffres de 2018 n'ont pas été retraités après l'application de l'IFRS 16. Il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2019 pour un complément d'information.

² Selon la définition fournie. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Indicateurs clés de performance ».

³ Le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et les flux de trésorerie disponibles sont des mesures non conformes aux PCGR qui ne doivent pas être considérées comme des substituts ou des solutions de rechange aux mesures conformes aux PCGR. Ces mesures ne sont pas définies en vertu des IFRS et n'ont pas de signification normalisée et, par conséquent, leur fiabilité à des fins de comparaison avec les résultats d'autres sociétés est incertaine. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires » pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de ces mesures, de la façon dont nous les calculons et des ratios auxquels elles servent.

Sommaire des résultats financiers du garant de la dette à long terme

Nos titres d'emprunt publics en circulation, les montants prélevés sur nos facilités de crédit bancaire et de lettres de crédit de 3,3 milliards de dollars et nos dérivés sont des obligations non garanties de RCI, en sa qualité de débiteur, et de RCCI, en sa qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas.

Le tableau qui suit fournit un sommaire des principales informations financières de consolidation non auditées de RCI pour les périodes indiquées et inclut des colonnes distinctes pour : i) RCI, ii) RCCI, iii) les filiales non garanties, sur une base combinée, iv) les ajustements de consolidation et v) les totaux consolidés.

Trimestres clos les 30 juin (non audité)		RCI ^{1,2}		RCCI ^{1,2}		Filiales non garantes ^{1,2}		Ajustements de consolidation ^{1,2}		Total	
(en millions de dollars)		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		–	–	2 887	3 224	314	610	(46)	(54)	3 155	3 780
Bénéfice net (perte nette)		279	591	251	485	(21)	65	(230)	(550)	279	591
Semestres clos les 30 juin (non audité)											
(en millions de dollars)		2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019	2020	2019
Données tirées de l'état du résultat net											
Produits		–	–	5 920	6 372	748	1 098	(97)	(103)	6 571	7 367
Bénéfice net (perte nette)		631	982	598	861	54	19	(652)	(880)	631	982
À la clôture de la période (non audité)											
(en millions de dollars)		30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020	31 déc. 2019	30 juin 2020	31 déc. 2019
Données tirées de l'état de la situation financière											
Actifs courants		26 287	26 571	25 283	24 447	9 682	10 552	(55 658)	(56 453)	5 594	5 117
Actifs non courants		31 791	30 048	24 540	26 342	3 758	3 710	(27 146)	(28 198)	32 943	31 902
Passifs courants		25 732	26 550	27 705	29 201	9 254	8 278	(57 272)	(58 065)	5 419	5 964
Passifs non courants		19 584	17 869	4 795	4 938	139	138	(1 373)	(1 306)	23 145	21 639

¹ Aux fins du tableau ci-dessus, les placements dans des filiales sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.

² Les montants présentés au titre des passifs courants et des passifs non courants de RCCI n'incluent pas les obligations découlant du fait d'agir en qualité de codébiteur ou de garant, selon le cas, de la dette à long terme de RCI.

À propos des énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs et de l'information prospective, au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables (ensemble, les « énoncés prospectifs »), et des hypothèses concernant notamment les activités, les activités opérationnelles ainsi que la performance et la situation financières de la Société, qui ont été approuvées par la direction à la date du présent rapport de gestion. Ces énoncés prospectifs et hypothèses comprennent, notamment, des énoncés sur les objectifs de la Société et ses stratégies pour les atteindre ainsi que des énoncés sur ses opinions, plans, attentes, prévisions, estimations ou intentions.

Les énoncés prospectifs :

- incluent habituellement des termes comme « prévoir », « supposer », « croire », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « projeter », « objectifs », « perspectives », « cibles » et d'autres expressions semblables et l'utilisation du futur et du conditionnel, mais tous ne contiennent pas nécessairement ces termes et expressions;
- comprennent les conclusions, prévisions et projections fondées sur nos objectifs et stratégies actuels ainsi que sur des estimations, attentes, hypothèses et autres facteurs, dont la plupart sont de nature confidentielle et exclusive, et que nous avons jugés raisonnables au moment de leur formulation, mais qui pourraient se révéler incorrects;
- ont été approuvés par la direction de la Société à la date du présent rapport de gestion.

Nos énoncés prospectifs comprennent des prévisions et des projections liées notamment aux éléments suivants, dont certains constituent des mesures non conformes aux PCGR (se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux PCGR et mesures de la performance complémentaires ») :

- les produits;
- le total des produits tirés des services;
- le BAIIA ajusté;
- les dépenses d'investissement;
- les paiements d'impôt en trésorerie;
- les flux de trésorerie disponibles;
- les paiements de dividendes;
- la croissance des nouveaux produits et services;
- la croissance prévue du nombre d'abonnés et des services auxquels ils souscrivent;
- le coût d'acquisition et de fidélisation des abonnés et de déploiement de nouveaux services;
- les réductions de coûts et les gains en efficacité continue;
- les facteurs qui influent sur le ratio d'endettement;
- les déclarations au sujet des plans d'intervention que nous avons mis en œuvre devant la pandémie de COVID-19 et de ses répercussions sur la Société;
- tous les autres énoncés qui ne relèvent pas de faits passés.

Nos conclusions, prévisions et projections se fondent sur les facteurs suivants, notamment :

- les taux de croissance générale de l'économie et du secteur;
- les cours de change en vigueur et les taux d'intérêt;
- les niveaux de tarification des produits et l'intensité de la concurrence;
- la croissance du nombre d'abonnés;
- les prix et les taux d'utilisation et d'attrition;
- l'évolution de la réglementation gouvernementale;
- le déploiement de la technologie;
- la disponibilité des appareils;
- le calendrier de lancement des nouveaux produits;
- le coût du contenu et du matériel;
- l'intégration des acquisitions;
- la structure et la stabilité du secteur;
- les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur nos activités, nos liquidités, notre situation financière ou nos résultats.

À moins d'indication contraire, le présent rapport de gestion et les énoncés prospectifs de la Société ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle d'éléments non récurrents ou exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être envisagés ou annoncés ou qui pourraient survenir après la date des énoncés prospectifs figurant aux présentes.

Risques et incertitudes

Les événements et résultats réels pourraient différer sensiblement de ceux exprimés explicitement ou implicitement dans les énoncés prospectifs en raison des risques, incertitudes et autres facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et qui comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- la modification de la réglementation;
- l'évolution technologique;
- la conjoncture économique, le contexte géopolitique et d'autres situations qui influent sur l'activité commerciale;
- les variations imprévues des coûts de matériel ou de contenu;
- l'évolution de la conjoncture dans les secteurs du divertissement, de l'information et des communications;
- l'intégration des acquisitions;
- les litiges et les questions fiscales;
- l'intensité de la concurrence;
- l'émergence de nouvelles occasions d'affaires;
- des menaces extérieures, telles que des épidémies, des pandémies et d'autres crises sanitaires, des catastrophes naturelles et des cyberattaques;
- les nouvelles normes comptables et les nouvelles interprétations des organismes de normalisation comptable.

Ces facteurs peuvent également avoir une incidence sur nos objectifs, nos stratégies et nos intentions. Un grand nombre de ces facteurs est indépendant de notre volonté ou de nos attentes ou connaissances actuelles. Par conséquent, si ces risques, incertitudes ou autres facteurs se concrétisaient, si les objectifs, stratégies ou intentions actuels de la Société changeaient ou si les autres facteurs ou hypothèses qui sous-tendent les énoncés prospectifs se révélaient incorrects, les résultats réels et nos plans pourraient différer considérablement des prévisions courantes.

Par conséquent, les investisseurs doivent faire preuve de prudence à l'égard des énoncés prospectifs et il serait déraisonnable de leur part de se fier indûment à ces énoncés en croyant qu'ils leur confèrent quelque droit établi que ce soit en ce qui concerne nos résultats ou plans futurs. La Société n'est nullement tenue (et rejette expressément une telle obligation) de mettre à jour ou de modifier les énoncés contenant des informations prospectives et les facteurs ou hypothèses sous-jacents à ces énoncés, que ce soit en raison de renseignements nouveaux, d'événements futurs ou autrement, sauf si la loi l'exige. Tous les énoncés prospectifs paraissant dans le présent rapport de gestion sont assujettis à cette mise en garde.

Avant de prendre toute décision d'investissement

Avant de prendre toute décision d'investissement et pour une analyse détaillée des risques, des incertitudes et du contexte liés aux activités de la Société, de ses activités d'exploitation, et de sa performance et de sa situation financières, il y a lieu de revoir attentivement les rubriques « Mise à jour sur les risques et les incertitudes » et « Évolution de la réglementation » du présent rapport de gestion, les rubriques « Réglementation de notre secteur » et « Gouvernance et gestion des risques » de notre rapport de gestion annuel de 2019, ainsi que les divers documents que nous avons déposés auprès des autorités de réglementation canadiennes et américaines, disponibles respectivement sur les sites Web sedar.com et sec.gov. L'information obtenue sur les sites Web sedar.com, sec.gov, le site Web de la Société ou tout autre site Web mentionné dans le présent document, ou liée à ces sites, ne fait pas partie du présent rapport de gestion et n'y est pas intégrée.